



NATIONS UNIES  
GABON



# Rapport Annuel 2021

Nations Unies au Gabon



**NATIONS UNIES**  
GABON



# **Rapport Annuel 2021**

Nations Unies au Gabon

# GABON



## Population

2,2 millions

Indice de Développement Humain :  
**0,703 (119<sup>e</sup>/189)**

Taux de chômage : **20,5%**  
**32% femmes**  
**36% jeunes**

Taux net de scolarisation: **70%**

## Libreville

Capitale administrative

## Port-Gentil

Capitale économique



## Superficie

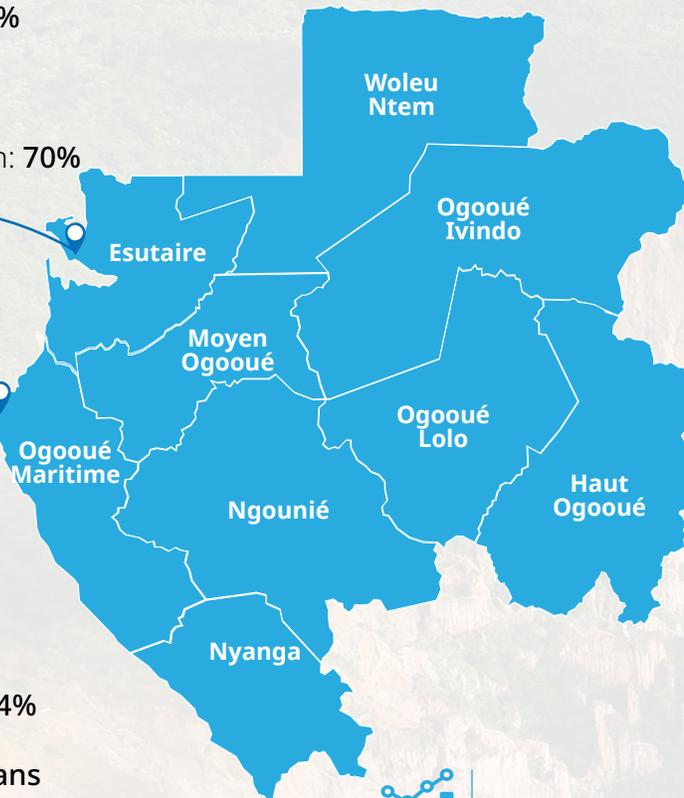
267 667 km<sup>2</sup>  
(89% de forêt)



Pauvreté : **33,4%**

Accès à l'eau potable :  
**80,8%**

Accès à l'électricité : **98%**



## Santé

Prévalence de la sous-alimentation : **9,4%**

Espérance de vie : **66,5 ans**



**64,8 ans**



**68,2 ans**

Assurance maladie (% population) : **50**

Mortalité infantile : **44,8 pour 1 000 naissances vivantes**

Prévalence VIH (adulte 15-49 ans) : **3%**



## Économie

PIB par habitant :  
**7 490 USD**

**Principales exportations**  
Pétrole (72%)  
Manganèse (17%)  
Bois (10%)



**NATIONS UNIES  
GABON**



## AGENCES RÉSIDENTES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU GABON



**BANQUE  
MONDIALE**



**FMI**



**FAO**



**OIM**



**OMS**



**ONU DC**



**ONUSIDA**



**PNUD**



**UNESCO**



**JNFPA**



**UNHCR**



**UNICEF**



**UNOCA**

## AGENCES NON RÉSIDENTES DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES AU GABON



**AIEA**



**BIT**



**CNUCED**



**IFAD**



**OHCHR**



**ONU FEMMES**



**ONU VOLONTAIRES**



**ONUDI**



**PNUE**



**UIT**



**UNECA**



**UN HABITAT**

## PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT



**BAD**



**ROTARY  
CLUB**



**UNION  
EUROPÉENNE**



**ALLEMAGNE**



**ARABIE  
SAOUDITE**



**CANADA**



**CORÉE  
DU SUD**



**INDE**



**JAPON**



**NORVÈGE**

## Liste des sigles et abréviations

ANPN	Agence Nationale des Parcs Nationaux
ASC	Agents de Santé Communautaire
BAD	Banque Africaine de Développement
BIT	Bureau International du Travail
BOS	Business Operations Strategy
BM	Banque Mondiale
CAFI	Initiative pour la Forêt de l'Afrique centrale
CAP	Connaissance, Attitude, Pratique
CEEAC	Communauté Économique des États d'Afrique Centrale
CIRMF	Centre Internationale de Recherches Médicales de Franceville
CNAMGS	Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale
CNDH	Commission Nationale des Droits Humains
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
EMI	Éducation aux Médias et à l'Information
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la Population
HCDH	Haut-Commissariat des droits humains
HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HSTF	Fonds Fiduciaire de la Sécurité Humaine
INFF	Cadre National de Financement Intégré
INTPA	International Partnership
NU	Nations Unies
ODD	Objectifs de Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour les Migrations

OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONUDC	Organisation des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel
ONUSIDA	Programme Commun des Nations Unies pour la lutte contre le SIDA
PARCIC	Programme d'Appui aux Réformes et au Renforcement des Capacités Institutionnelles de la CEEAC
PAT	Plan d'Accélération de la Transformation
PIB	Produit Intérieur Brut
PNUAD	Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
PROGAFED	Programme Gabonais de Qualification des Femmes en Entrepreneures Digitales
PVVIH	Personnes vivant avec le VIH/Sida
SDG	Sustainable Development Goal
SDG Fund	Fonds pour les Objectifs de Développement Durable
SERP	Cadre de Riposte Socio-économique à la Covid-19
SG	Secrétaire Général des Nations Unies
SNU	Système des Nations Unies
SSR	Santé Sexuelle et Reproductive
UBRAF	Cadre Unifié du Budget, des Résultats et des Responsabilités de ONUSIDA
UNECA	Commission Économique pour l'Afrique
UNEP	United Nations Environment Programme
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour la Science, l'Éducation et la Culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNOCA	Bureau Régional des Nations Unies pour l'Afrique
VBG	Violences Basées sur le Genre

## Table des matières

Avant-propos ..... 9

**Chapitre 1 : Principaux développements dans le pays et contexte régional** ..... 10

1.1 Contexte économique et social ..... 11

1.2 Les réformes institutionnelles ..... 12

1.3 Rayonnement international..... 12

**Chapitre 2 : Soutien du système de développement des Nations Unies aux priorités nationales de développement** ..... 13

2.1 Aperçu des résultats du cadre de coopération..... 14

2.2 Priorités, résultats et produits du Cadre de coopération..... 15

2.3 Soutien aux partenariats et financement de l'Agenda 2030..... 31

2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble : cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies..... 32

2.5 Évaluations et leçons apprises ..... 35

2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources ..... 36

**Chapitre 3 : Priorités de l'Équipe-Pays des Nations Unies pour l'année 2022** ..... 39

## Avant propos

Chers lecteurs,

En août 2021, j'ai commencé au Gabon mon mandat de Coordinatrice résidente des Nations Unies en remplacement du Dr Stephen Jackson. J'ai entrepris avec enthousiasme mon nouveau rôle qui est de coordonner l'ensemble des activités opérationnelles des agences des Nations Unies dans ce beau pays qu'est le Gabon. Le rôle de Coordinatrice résidente est, depuis la réforme du système des Nations Unies en 2018, distinct de celui du Représentant résident du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD).

Vingt-deux entités œuvrent au sein de l'Organisation des Nations Unies (ONU) au Gabon pour soutenir le pays dans ses efforts d'accélération des progrès vers les 17 Objectifs de Développement Durable, afin de réaliser la vision de l'Agenda 2030 des Nations Unies qui n'est rien d'autre que la vision des états membres qui le composent à l'instar du Gabon.

Le travail en 2021 a dans l'ensemble été fructueux en dépit de la Covid-19 et de ses importants effets négatifs. Plusieurs vagues de nouvelles infections ont été enregistrées au cours de l'année. Grâce à l'appui des Nations Unies, différents vaccins contre le SARS-CoV-2 ont été introduits tout en continuant les campagnes de communication et de sensibilisation sur le maintien des gestes barrières. Les actions menées par l'ONU Gabon n'ont pas seulement été d'ordre sanitaire, mais aussi d'ordre socio-économique pour mitiger les impacts de la pandémie sur les conditions de vie des populations.

Grâce à ces actions, menées conjointement, 19 374 personnes ont été formées dans le secteur agricole ; 300 boutiques de e-commerce ont été créées par des femmes ; 13 500 personnes ont pu obtenir un acte de naissance ; 107 960 enfants ont été vaccinés pendant la campagne de rattrapage vaccinal ; 137 228 élèves ont bénéficié de l'enseignement à distance et 700 enfants migrants vulnérables et victimes de traite ont été pris en charge. Ceux-ci sont des résultats majeurs, entre autres, de l'action de l'ONU Gabon en 2021.

En 2021, l'ONU Gabon a continué à accroître la mobilisation des ressources, avec un budget de 28 millions USD, contre 26 millions USD en 2020. Six programmes conjoints sont en cours d'exécution, y inclus : 1) le Joint SDG Fund «Gabon Vert» (INFF) ; 2) le Joint SDG Fund Protection sociale ; 3)

le Programme transfrontalier PBF Gabon Cameroun Tchad "Les Jeunes Tisserands de la Paix" ; 4) le Programme conjoint du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de ONUSIDA (UBRAF) ; 5) le Programme conjoint éducation et 6) le Programme du Fonds fiduciaire de la sécurité humaine (HSTF) sur l'amélioration de la gestion de la Migration Mixte.

L'un des progrès dont je suis tout particulièrement fière est le travail qui a été entamé avec la Primature et le Ministère de l'Économie et de la Relance pour renforcer le système de suivi et évaluation de progrès vers les Objectifs de Développement Durable (ODD). Avec tous les ministères de tutelle, dans un effort bien concerté, 147 indicateurs clés choisis par le gouvernement ont été sélectionnés et 57% de ces indicateurs ont pu être renseignés, à travers un exercice conjoint de compilation, d'analyse et de validation. Cependant si nous restons sur la base initiale des 242 indicateurs standards qui existent, la performance du Gabon sur le renseignement des ODD, est passée de 28% à 35% à l'issue de l'exercice de revue des données disponibles dans le pays.

Cet effort a facilité la collaboration de l'ONU Gabon avec les diverses parties prenantes pour développer le nouveau Plan-Cadre de Coopération (2023-2027) sur la base d'un Bilan Commun Pays et l'évaluation des résultats du Plan-Cadre de Coopération (PNUAD) qui se termine en 2022.

De multiples concertations et séances d'analyse et planification stratégiques ont été menées avec les représentants du gouvernement, de la société civile, des agences techniques et financières, du secteur privé et des communautés. Les échanges ont permis de constater les résultats, les défis et de tirer des leçons utiles pour le prochain cycle de coopération qui commencera en 2023.



*Dr. Savina Ammassari*  
Coordinatrice Résidente du  
Système des Nations Unies  
Chef de l'Équipe-pays Gabon



Chapitre 1

# Principaux développements dans le pays et contexte régional

Vue aérienne de Libreville, la capitale du Gabon ©François Zima/2021

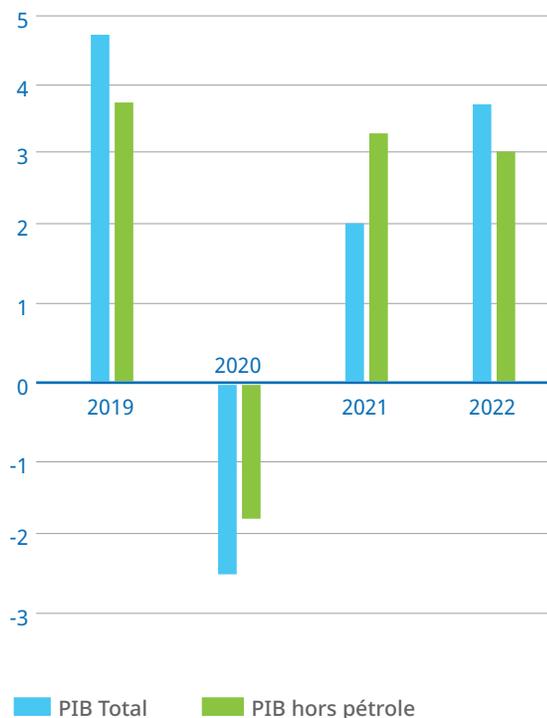
## 1.1 Contexte économique et social

Après une année fortement marquée par les effets de la pandémie, l'économie gabonaise a connu un rebond d'activités en 2021. La croissance s'est redressée à +1,5% du PIB contre -1,8% en 2020. Ce regain d'activités profite de l'embellie sur les marchés des matières premières, notamment le pétrole, dont le cours se situe en moyenne à 69,1 USD par baril contre 41,3 USD par baril selon le Fonds Monétaire International (FMI). Les activités hors pétrole, notamment dans le secteur du bois, manganèse et agriculture industrielle, se situent à +2,7% du PIB contre -1,7% en 2020.

En 2021, la production de minerais et de manganèse se situe à environ 10 millions de tonnes. La production des bois débités progresse de 2,5% par rapport à -5,4% en 2020. De même, la production de caoutchouc et d'huile de palme renforce la production du secteur agricole et la filière pêche est aussi en expansion.

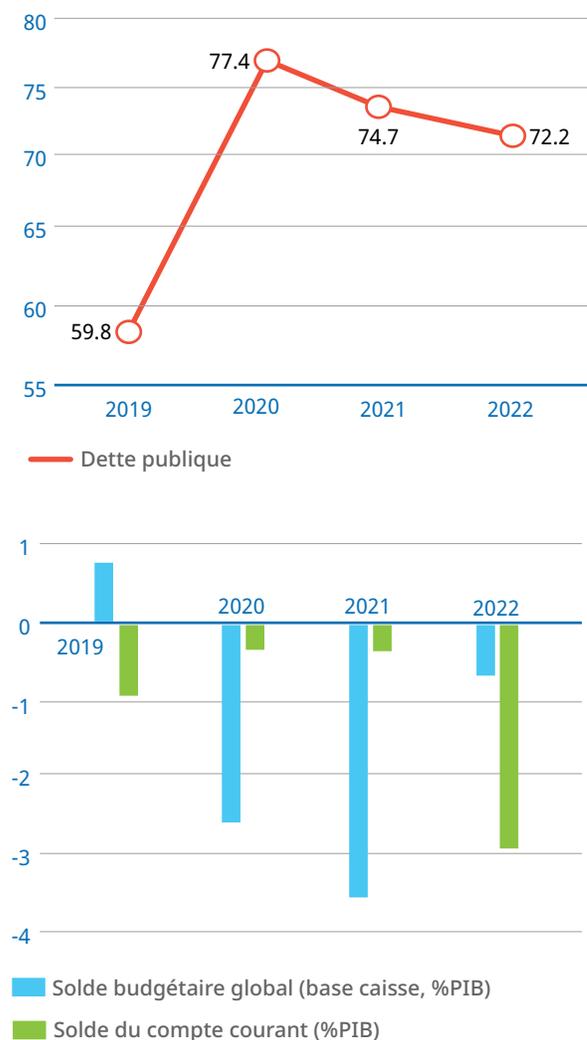
À l'instar d'autres pays, les mesures anti-Covid ont contribué au creusement des inégalités et de la pauvreté. La pauvreté a gagné 2 points par rapport à 2019 et près de 36% des jeunes de 15 à 24 ans sont sans emploi.

**Graphique 1 : Évolution du PIB total et hors pétrole (2018-2022)**



Source : Ministère de l'Économie et de la Relance, FMI

**Graphique 2 : Évolution de la dette publique et des soldes budgétaires et du compte courant**



Source : Ministère de l'Économie et de la Relance, FMI

Afin de faire face aux défis socio-économiques engendrés par la Covid-19, le Gouvernement a lancé le Plan d'Accélération de la Transformation 2021-2023 (PAT), qui vise notamment à ramener la contribution du pétrole au PIB en-dessous des 20% contre un tiers, à substituer l'offre locale aux importations alimentaires et à investir dans les infrastructures.

Par ailleurs, sur la base de l'examen des progrès pour atteindre les Objectifs de Développement Durable, le Gabon doit redoubler les efforts dans la lutte contre la pauvreté, l'inclusion des groupes marginalisés ainsi que le renforcement du système de santé et la formation du capital humain. Sur le plan économique, la diversification des sources de la croissance est primordiale pour renforcer la résilience de l'économie gabonaise face aux chocs du type Covid-19.



## 1.2 Les réformes institutionnelles

Dans le cadre de la stratégie nationale « Gabon-Égalité », le Gabon a réalisé des avancées importantes en matière de droits des femmes. Le Gabon compte plusieurs femmes à des postes de haute responsabilité, y inclut le Premier ministre, la Présidente du Sénat, la Présidente de la Cours Constitutionnelle, le ministre de l'Économie et de la Relance, de la Justice et des Affaires Sociales. En 2021, toutes dispositions discriminatoires à l'égard des femmes ont été supprimées dans le code civil et dans le code pénal et une nouvelle loi sur l'élimination des violences faites aux femmes a été adoptée. Le numéro vert #1404 a été activé visant à la prise en charge légale et psychosociale des femmes victimes de violences.

En matière de protection sociale, le Gabon a également enregistré des avancées importantes en matière d'accès à l'état civil, notamment à travers l'extension des délais de déclaration des naissances et de la gratuité des certificats d'accouchement dans les services hospitaliers.

À l'issue d'un dialogue social tripartite, le Gabon a amendé son code de travail, qui désormais consacre le droit de travail à tous, y compris les personnes en situation de handicap, et prévoit un accès et une protection sociale beaucoup plus égalitaire.

## 1.3 Rayonnement international

L'année 2021 a été marquée par une forte présence du Gabon sur la scène internationale et au sein des organes et instances décisionnelles de l'ONU.

En tant que pays champion de la paix et de la sécurité au niveau mondial, en 2021 le Gabon a été élu membre non-permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2022-2023 et a repris la présidence du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies en charge des questions de sécurité en Afrique Centrale (UNSAC). Le pays est également membre du Conseil des droits humains des Nations Unies pour la période 2021-2023.

En tant que pays chef de file du groupe africain lors de la COP26, le Gabon a fortement plaidé pour des mécanismes de compensation pour les pays champions du climat ainsi que pour le transfert de savoir-faire en matière de technologies «propres». P

Par ailleurs, en 2021 le Parc national de l'Ivindo a été le deuxième parc à être inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le Gabon a aussi réintégré l'Initiative pour la Transparence des Industries Extractives. Cette démarche vise à renforcer la gouvernance dans le secteur des industries extractives.

Faisant partie des 16 pays champions de l'initiative « Éducation Plus », le Gabon a participé au Forum Égalité à Paris en juin 2021, auquel Madame le Premier ministre a marqué un fort engagement du pays dans les cinq composantes de l'initiative. En octobre 2021, le ministre des Affaires Sociales a exposé la bonne expérience du Gabon dans le cadre de l'initiative Éducation Plus dans un Panel de Haut Niveau à Dakar, au Sénégal.



## Chapitre 2

# Soutien du système de développement des Nations Unies aux priorités nationales de développement

Abagha, ancien détenu de la prison d'Oyem lance sa propre activité agricole après avoir été formé ©FAO/2021

## 2.1 Aperçu des résultats du cadre de coopération

En 2021, le Plan de riposte socio-économique des Nations Unies à la Covid-19 (SERP), élaboré en 2020, a continué à être mis en œuvre de façon intégrée au Plan Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD).

Dans l'ensemble, toutes les activités et les investissements de l'ONU Gabon ont visé à lutter contre l'impact socio-économique de la pandémie à tous les niveaux et surtout parmi les populations les plus vulnérables.

Les principaux résultats dans le cadre du PNUAD et du SERP incluent :

### En matière de relance économique :



**19 374**

personnes formées dans le secteur agricole, en mesure d'assurer l'autosuffisance alimentaire et de lancer des activités génératrices de revenus.

**300**

boutiques de e-commerce ont été créées par des femmes, ce qui est une activité inédite dans le pays.

### Dans le cadre du SERP :



**13**

millions de dollars mobilisés et dépensés pour l'achat d'équipements en réponse à la Covid-19, grâce au partenariat stratégique entre le Gouvernement, la Banque Mondiale et l'OMS.

### En matière de protection sociale :



**13 500**

personnes privées d'actes de naissance pour des raisons administratives ont pu en obtenir un ce qui leur permet d'avoir accès aux mécanismes nationaux de protection sociale et à autres services sociaux.

**107 960**

enfants ont été vaccinés pendant la campagne de rattrapage et 3 139 femmes enceintes ont été vaccinées avec l'antitétanique.

**700**

enfants migrants vulnérables et victimes de la traite ont été pris en charge sur le territoire gabonais dont 143 ont été réintégrés dans leur pays d'origine.

### En matière d'éducation :



**137 228**

élèves ont bénéficié de l'enseignement à distance durant la pandémie.



Remise des vaccins contre la COVID-19 et d'équipements au Ministre de la Santé par l'Ambassadeur du Japon et les Représentants Résidents de l'OMS et de la Banque Mondiale ©OMS/2021



Grâce à l'appui conjoint de l'ONU Gabon et notamment de l'OMS et de l'UNICEF à la stratégie de riposte du Gouvernement dans la prévention, surveillance, gestion et vaccination contre la Covid-19, la pandémie a pu être contenue avec 37 600 cas positifs à la mi-décembre 2021, 3 400 guérisons et 285 décès cumulés depuis le début de la pandémie.

Avec l'appui conjoint de l'UNICEF, FAO, PNUD et UNESCO, les groupes vulnérables ont bénéficié d'une protection sociale accrue et d'opportunités de génération de revenus, notamment dans le secteur agricole et e-commerce. Par ailleurs, avec l'appui du Bureau International du Travail (BIT), le pays a pu mener un dialogue social réussi qui permet une protection plus égalitaire et accrue des travailleurs dans le contexte de relance socio-économique post Covid-19.

Suite à la prise de fonction de la nouvelle Coordinatrice résidente, l'ONU Gabon s'est engagée dans une importante initiative pour renforcer la coopération bilatérale, lancée par Madame le Premier ministre avec la nouvelle Coordinatrice résidente des Nations Unies au Gabon, qui a permis de réactualiser l'état des lieux sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Ce travail a été coordonné par le Bureau du Coordonnateur Résident du SNU avec le Ministère de l'Économie et de la Relance ainsi que 16 ministères de tutelle et toutes les entités des Nations Unies qui ont appuyé leurs contreparties nationales. Sur l'ensemble des 242 indicateurs ODD suivi globalement, le Gabon a pu augmenter son taux de renseignement des données de 28% à 35%, mais si nous retenons les 147 indicateurs ciblés par le pays lors de l'exercice de revue des indicateurs mené en 2021, la performance du Gabon est à 57%, selon ses priorités choisies.

**En 2021, l'ONU Gabon a maintenu le cap en matière de mobilisation de ressources financières, avec un total de 28 millions USD de budget annuel et un taux de mise en œuvre en hausse (89%).**

En 2021, le Plan-Cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD) 2018-2022, est dans sa troisième année d'exécution. En vue de la conclusion du PNUAD à la fin de 2022, l'Équipe-Pays a débuté le développement d'un nouveau Plan-Cadre de Coopération sur la base du Bilan Commun Pays et de l'évaluation indépendante du PNUAD.

Dans ce cadre, l'Équipe-Pays a entamé un processus participatif avec un solide ancrage dans les priorités nationales de développement, l'Agenda 2030 et les principes de la Charte des Nations Unies. Il vise à maximiser les synergies entre les ODD et minimiser les coûts d'opportunités en priorisant les

interventions sur la base de l'évidence récoltée lors du Bilan Commun Pays (BCP), qui a été entamé depuis janvier 2020.

Aux mois d'octobre et novembre 2021, l'Équipe-Pays et le Bureau du Coordonnateur résident du SNU ont mené des consultations (en virtuel et en présentiel) avec le Gouvernement, la société civile, le secteur privé et les partenaires techniques et financiers. Ces consultations ont permis de recueillir les avis des différentes parties prenantes sur la première ébauche du Bilan Commun Pays et ont permis de discuter des axes prioritaires pour le nouveau Plan-Cadre de Coopération.

En décembre 2021, le Bureau du Coordonnateur Résident du SNU a organisé une Retraite de l'Équipe-Pays (impliquant les agences résidentes et non résidentes de l'UNCT) qui a produit un projet de Note de Priorisation Stratégique pour le nouveau Plan-Cadre de Coopération, qui identifie trois axes prioritaires préliminaires.

L'évaluation indépendante du PNUAD a démarré au quatrième trimestre de 2021 avec comme objectif d'évaluer les résultats et l'impact des activités menées par le système des Nations Unies et de produire des recommandations pour le nouveau cycle de programmation de l'ONU Gabon.

## 2.2 Priorités, résultats et produits du cadre de coopération

En 2021, l'ONU Gabon a poursuivi ses interventions en matière d'appui à la relance socio-économique post Covid-19. Dans le cadre du PNUAD (2018-2022), l'ONU Gabon a mis un accent particulier sur la riposte sanitaire, la relance économique et la résilience des populations les plus vulnérables à travers 62 activités mises en œuvre en 2021.

Les femmes et les jeunes ont été ciblés dans plusieurs activités, notamment dans le cadre de la protection sociale, pilier important du Plan de riposte socio-économique des Nations Unies à la Covid-19 (SERP), qui ont contribué à des réformes importantes en matière de droits humains, d'égalité et de protection sociale.

### 2.2.1 Gouvernance

#### Droits humains et égalité des sexes

Avec l'appui du BIT, le Gabon a mené en 2021 un dialogue social tripartite, marqué par une large consultation entre le Gouvernement représenté par le Ministère de l'Emploi, de la Fonction Publique, du Travail et de la Formation Professionnelle et les représentants des organisations des employeurs et des syndicats des travailleurs, qui a abouti à la promulgation d'un nouveau code de travail en novembre 2021, qui introduit des changements importants pour garantir un droit de travail égalitaire pour tous, sans discrimination de sexe, âge, situation de handicap, etc. Il garantit aussi une protection sociale accrue des travailleurs, en ligne avec les standards internationaux.

Avec l'appui du PNUD, UNOCA, HCDH, la Commission Nationale des droits humains (CNDH) a formé et sensibilisé les membres de la Coordination technique et du Comité de pilotage de riposte nationale contre la Covid-19 sur les droits humains.

Au niveau régional, l'UNOCA et le HCDH, en partenariat avec la Communauté Économique des États d'Afrique Centrale (CEEAC) et les autorités gabonaises, ont accompagné plusieurs activités de la Coalition des Organisations de la Société Civile pour la paix et la prévention des conflits en Afrique Centrale (COPAC), à travers des ateliers de renforcement des capacités visant à consolider un système d'alerte précoce inclusif en Afrique Centrale et sensible au genre, en ligne avec la résolution 1325, pour la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

L'année 2021 a été marquée par des réformes structurelles importantes du cadre normatif régissant l'égalité des sexes. Dans ce cadre, l'ONU Gabon a fourni un appui transversal à la stratégie nationale « Gabon Egalite ». L'UNFPA a appuyé la production d'un manuel para-juridique sur la médiation familiale en cas de Violences Basées sur le Genre (VBG), reproduit en 150 exemplaires.

Le plaidoyer continu de l'UNFPA a facilité l'adoption de la Loi n°006/2021 du 06 septembre 2021 portant sur l'élimination des violences faites aux femmes qui ont été intégrées dans le Plan de riposte nationale contre la Covid-19. Dix points de prestations de services VBG ont été renforcés en équipement pour la prise en charge des survivantes de violences et les acteurs de lutte contre les VBG ont été mis en réseau dans 8 provinces du Gabon.

Suite à la création du réseau African Women Leaders Network (AWLN) et grâce à l'accompagnement de l'UNFPA, 100 associations féminines ont pu mener des campagnes nationales à l'intérieur du pays dans le cadre de la lutte contre les VBG liées aux situations de confinement Covid-19.

### Traçage des flux financiers

En 2020, en collaboration avec le Ministère de la Bonne Gouvernance, le PNUD a appuyé la réalisation d'une étude sur l'état de la bonne gouvernance portant sur les réalisations et les défis de gouvernance. Ce document revêt une importance stratégique dans la définition des politiques de lutte contre la corruption et vient en appui à l'application de la nouvelle loi sur la prévention et de répression de la corruption. L'ONUDC a appuyé le Ministère de la Bonne Gouvernance avec l'évaluation de la mise en œuvre de la stratégie nationale de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent et sa mise à jour.

Dans le volet du renforcement des capacités institutionnelles, le PNUD et le CNDH, en partenariat avec le Ministère de la Justice et la société civile, ont formé 150 agents de la police judiciaire et des prisons à Libreville, Mouila et Lambaréné, ainsi que 30 membres du Ministère de la Bonne Gouvernance, la Commission anti-corruption et les secrétaires généraux de l'ensemble de l'administration publique sur les questions de déontologie et d'éthique.

La Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED) a poursuivi son appui technique au Ministère de l'Économie dans la mise en place du système de dédouanement SYDONIA World permettant à l'État d'avoir une meilleure maîtrise des flux douaniers et leur contribution dans les finances publiques.

Dans le cadre du Programme conjoint SDG Fund « Gabon Vert », mis en œuvre par le PNUD, l'UNECA et l'UNEP en collaboration avec le FMI, un Cadre National de Financement Intégrée (INFF) a été réalisé et sera un outil important pour promouvoir la transparence dans la gestion des flux financiers du pays.

### Sécurité maritime

La sécurité des côtes maritimes et l'appui à la collecte de données statistiques pour soutenir les différentes stratégies décisionnelles en la matière ont été au cœur des activités des Nations Unies au Gabon et au niveau régional.

Le Programme d'Appui à la Stratégie de Sûreté et de Sécurité Maritime en Afrique centrale (PASSMAR), mis en œuvre par l'ONUDC et financé par l'Union Européenne, a fourni un appui important en matière de lutte contre la piraterie dans le Golfe de Guinée et autres crimes maritimes (pêche illégale, etc.) notamment à travers le renforcement des capacités nationales et l'amélioration de la coopération judiciaire entre les états membres de la CEEAC, dans le respect du droit international de la mer. Ceci permet aux états côtiers de la CEEAC de mener des poursuites judiciaires contre les cas de piraterie et autres crimes maritimes conformément au Code de conduite de Yaoundé et d'accroître la réponse aux crimes maritimes et la coopération interétatique dans le Golfe de Guinée. De même, le Programme mondial de lutte contre la criminalité maritime (GMCP), mis en œuvre par l'ONUDC dans le Golfe de Guinée, a appuyé des exercices de terrain et simulations de réponses conventionnelles appropriées, impliquant les différentes administrations gabonaises en charge de la réponse sécuritaire et juridique avec la contribution du Gouvernement Norvégien.

L'ONUDC a appuyé le Ministère de la Bonne Gouvernance à renforcer les cadres législatifs et les capacités nationales à lutter contre les trafics des ressources naturelles et le braconnage, dans le cadre du Programme d'Appui aux Réformes et au Renforcement des Capacités Institutionnelles de la CEEAC (PARSIC) financé par l'Union Européenne.

### Analyse et Bilan progrès vers les ODD

En 2021, l'ONU Gabon a fourni un appui important au Gouvernement dans le domaine de la collecte de données pour les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment à travers une initiative conjointe sous l'égide de Madame le Premier Ministre et la Coordinatrice résidente du SNU, qui a impliqué 16 départements sectoriels.

Les travaux conjoints se sont déroulés en plusieurs étapes, à savoir :

- Présenter et discuter de l'ensemble des ODD et leurs cibles et indicateurs afin de se familiariser de nouveau





Programme d'Appui à la Stratégie de Sécurité Maritime en Afrique Centrale exécuté par L'ONU DC et financé par l'Union Européenne ©ONU DC/2021

avec l'Agenda 2030 auquel le Gabon a souscrit.

- Examiner les indicateurs avec les ministères de tutelle à la lumière de leur pertinence pour le Gabon et des données disponibles afin de ne retenir que les plus importants qui peuvent actuellement être mesurés.
- Collecter et analyser les données pour mesurer le progrès vers les 17 ODD.
- Centraliser les données au Ministère de l'Économie et de la Relance, pour consolidation, analyse et mise en forme afin d'accroître leur utilisation à tous les niveaux dans les processus de plaidoyer de financement et de décision concernant les politiques et programmes de développement visant à ne laisser personne de côté.

Les résultats des travaux conjoints ont inclus :

- Sur l'ensemble des 242 indicateurs ODD suivi globalement, le Gabon a pu en renseigner 35% contre 28% initialement. Cependant sur les 147 indicateurs jugés pertinents et sélectionnés par le Gabon en 2021, 57% ont pu être renseignés.
- Un total de 85 indicateurs sur 147, a pu déjà être renseigné.

Ceci est déjà un bon résultat, puisque certains des 242 indicateurs sont effectivement difficiles à renseigner pour de nombreux pays parce que cela nécessite des données qui sont généralement difficiles à produire.

L'ONU Gabon a réalisé plusieurs études mesurant l'impact de la pandémie pour mieux orienter les décisions stratégiques de relance socio-économique du pays. Le PNUD a mis à jour l'étude sur l'impact socio-économique de la Covid. La FAO avec

la Banque Mondiale a appuyé le Ministère de l'Agriculture dans l'opération de recensement des éleveurs et agriculteurs, et dans la production d'un système intégré des statistiques agricoles, financée par la Banque Mondiale. Une enquête auprès des producteurs agricoles, des consommateurs et des distributeurs a été menée pour mesurer chez les importateurs l'impact de la pandémie de la Covid-19 sur les systèmes alimentaires, ainsi que sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Gabon.

L'ONUSIDA a accompagné la Direction Générale de la Prévention du VIH et le Programme National de prise en charge du SIDA et des infections sexuellement transmissibles à disposer de données stratégiques de meilleure qualité et désagrégées par sexe, région et district. Financés par les fonds du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de UNUSIDA (UBRAF), plusieurs études statistiques ont été produites pour l'élaboration d'estimations épidémiologiques nationales, au recensement des besoins des personnes vivant avec le VIH, pendant la période de la pandémie.

L'UNFPA a appuyé la production de statistiques sur les violences basées sur le genre, et également sur la santé sexuelle reproductive en milieu scolaire en collaboration avec la Direction Générale de la Statistique et la Direction Générale de la Prospective du Ministère de l'Économie et de la Relance.

Le BIT a accompagné des études réalisées par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et celui de l'Éducation, visant à renforcer les capacités des établissements de formation et de leur permettre d'élaborer des curricula utiles et pertinents pour l'économie. Cela assure un meilleur alignement de la demande et de l'offre d'emploi.

En partenariat avec le Ministère de l'Éducation, l'UNESCO et l'UNFPA ont appuyé l'élaboration de l'Annuaire Statistiques de l'Éducation, qui fait un diagnostic du plan sectoriel de l'éducation au Gabon, en collaboration avec la Banque Mondiale et l'Agence Française de Développement (AFD).

Le PNUD a appuyé le Conseil National de Suivi du Plan stratégique Gabon Émergent à travers la production de données statistiques et d'indicateurs de suivi de la performance du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT.) Le PNUD a également fourni un appui pour assurer l'alignement du PAT aux ODD.

De son côté, l'OMS a appuyé le Ministère de la Santé pour la production et la diffusion des Annuaire Statistiques du Ministère de la Santé 2020, l'opérationnalisation de l'Observatoire Nationale de la Santé du Gabon à travers l'introduction des différents documents stratégiques et juridiques du pays dans la base de données du site de l'organisation.

L'OMS a également apporté une assistance technique et financière pour la production et la diffusion des Comptes de la Santé 2020 auprès des acteurs nationaux (Ministère de la Santé, Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) et des partenaires au développement du secteur

de la santé). Ces données des dépenses de santé constituent une source importante d'information permettant aux gouvernants et aux partenaires d'orienter les politiques publiques de santé et l'assistance sanitaire apportée au pays.

### 2.2.2 Développement inclusif

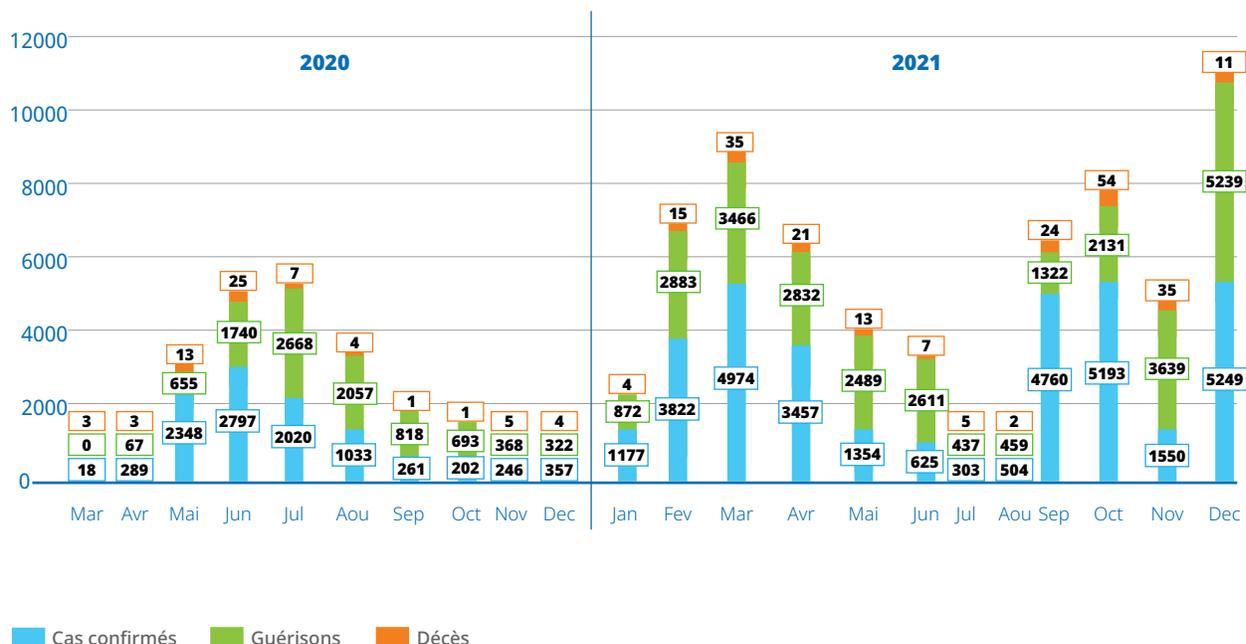
#### Santé

En 2021, la pandémie de la Covid-19 a continué à fluctuer avec un important impact socio-économique, plus en milieu urbain que rural. Les infections par la Covid-19 étaient concentrées surtout dans la capitale Libreville et dans la province de l'Estuaire, qui est la province la plus densément peuplée.

Trois vagues de nouvelles infections ont eu lieu avec des pics en mars, avril, octobre et la fin de l'année 2021. À la mi-décembre 2021 le nombre de cas de la Covid-19 confirmés avaient dépassé 37 600, avec plus que 3 400 guérisons et 285 décès cumulés. Au total environ 1 430 700 tests avaient été réalisés dans le pays.

C'est aussi grâce à l'appui d'envergure de l'ONU Gabon au secteur de la santé que la pandémie dans le pays a pu être contenue.

Graphique 3 : Nombre de cas Covid-19 confirmés, de guérisons et décès



Source : Organisation Mondiale de la Santé





Don de vaccins contre la COVID-19 par le système de la COVAX des Nations Unies ©OMS/2021

### Vaccination contre la Covid-19

Les vaccins contre la Covid-19 ont été introduits dans le pays en avril 2021, à commencer par le Sinopharm. L'ONU Gabon a apporté un grand appui au déroulement du programme de vaccination contre la Covid-19.

L'OMS a facilité l'intégration du pays dans le système COVAX et l'acquisition de vaccins après avoir contribué à l'élaboration du plan national d'introduction et de déploiement du vaccin. L'OMS a aussi fait don de 300 000 seringues Pfizer et 2 000 boîtes de seringues, et a apporté un appui technique à travers le recrutement de consultants sous ce pilier de la riposte. Dans ce même cadre, l'OMS a conduit une enquête sur les connaissances, attitudes, pratiques et perceptions des populations du grand Libreville sur la vaccination anti-Covid. Cette enquête a conclu que les femmes sont les plus réfractaires à franchir le pas de la vaccination.

Les Nations Unies ont travaillé étroitement avec le Ministère de la Santé pour éliminer la forte différence dans les taux de vaccination parmi les hommes et les femmes en mettant en place des campagnes de sensibilisation impliquant une vaste gamme de stratégies médiatiques avec des résultats mitigés. À la fin de 2021, 193 695 hommes éligibles avaient reçu une vaccination complète contre seulement 73 204 femmes. L'enquête sur les connaissances, attitudes et pratiques montre que la réticence des femmes par rapport à la vaccination est due à des préoccupations de santé reproductive, et que les personnes du troisième âge et celles atteintes de maladies chroniques n'ont pas accès aux informations sur la vaccination.

En dépit de la disponibilité des vaccins et des campagnes en faveur de la vaccination soutenue par les Nations Unies, les taux de vaccination au Gabon sont restés faibles. En septembre 2021, seulement 186 365 doses de vaccin avaient été administrées, soit 3,5% des personnes éligibles, bien en deçà du seuil fixé par l'OMS comme cible. Le taux de vaccination s'est amélioré par la suite avec 266 899 personnes vaccinées en décembre 2021.

L'OMS a mené la plus grande enquête nationale de séro-prévalence du SRAS\_COV-2 dont les résultats ont permis de conclure que le virus SRAS\_CoV2 a largement circulé au Gabon, et qu'environ 86,8% des populations quel que soit la tranche d'âge, le sexe ou la zone d'habitation ont été en contact avec le virus. Les résultats de cette étude, ont permis de formuler des recommandations à l'endroit des autorités pour une réadaptation des mesures de riposte contre la Covid-19.

L'UNICEF a également fourni un appui logistique au déroulement du programme de vaccination anti-Covid en travaillant étroitement avec l'OMS.

### Surveillance épidémiologique et prévention de la Covid-19

Soutenus par l'OMS, des mécanismes de prévention, de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes renforcées ont été mis en place dans les 17 portes d'entrées principales du pays, notamment à travers la fourniture de 36 tablettes, 71 téléphones, la mise en place de 77 lignes téléphoniques et la formation de 172 professionnels de santé sur la prévention et le contrôle des infections, le système d'information au niveau

des portes d'entrées, le Règlement Sanitaire International, et les aspects de laboratoire. Les statisticiens des structures sanitaires ont également bénéficié des formations sur l'utilisation du GoData, et 276 agents de santé (168 hommes et 108 femmes) ont été formés sur la surveillance épidémiologique.

L'OMS a fait don de réactifs et équipements PCR dotant ainsi le pays d'une capacité de diagnostic dans l'ensemble de ses 10 régions sanitaires. Cet appui a permis d'une part, de mettre en place un réseau de laboratoires fonctionnels intégrant les instituts de recherche du pays tels que le CERMEF et le CIRMF, et d'autre part d'acquérir la capacité de séquençage et de veille génomique. Dans le cadre de la prise en charge thérapeutique, l'OMS a fait don de 300 tonnes de matériel bio médical (29 concentrateurs d'oxygène, des respirateurs et équipements de protection individuelle) et a appuyé la formation de plus de 500 personnels de santé dans l'élaboration et validation des protocoles de prise en charge des différents cas de Covid-19.

Grâce au Programme de réponse aux épidémies et aux crises, financé en partenariat avec la Banque Mondiale et les gouvernements allemand et canadien, l'OMS a fourni au pays 10 ambulances, 900 000 masques chirurgicaux, 270 000 respirateurs FFP2/N95, des lunettes de protection, combinaisons, gants d'examen et chirurgicaux et autres équipements de protection individuelle.

Ces interventions ont fortement contribué à la baisse des tendances au regard des indicateurs de suivi et au renforcement des capacités du pays à mieux appliquer les mesures de prévention de la Covid-19, et à renforcer la surveillance aux portes d'entrée tout en augmentant son niveau à tester et à faire le séquençage du SARS\_COV2.

Avec l'appui de l'OMS, les conditions pour la prévention et le contrôle des infections, eau, hygiène et assainissement ont été renforcées par des dons de sacs poubelles, poubelles à pédales, bacs à ordures et boîtes de sécurité. L'OMS a également fait don de quatre incinérateurs C100 (2 grands mo-

dèles) et MP100 (2 petits modèles). Outre ces dons en nature, l'OMS a contribué à la formation en Prévention et Contrôle des Infections et Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) de 795 agents de santé de quatre régions sanitaires (Libreville, Estuaire Ouest, Ogooué Maritime, Woleu Ntem).

### Protection sanitaire des populations et renforcement du système de santé

Grâce à l'appui de l'OMS en partenariat avec le Ministère de la Santé, le Programme de Couverture Sanitaire Universelle, financé conjointement par le gouvernement du Japon, le fonds UBRAF, l'Union Européenne, des Multi-Partner Trust Fund (MPTF) et de l'International Partnership (INTPA), a permis l'opérationnalisation des 10 départements sanitaires, la promotion de la santé à toutes les étapes de la vie, l'intensification de la lutte contre les maladies transmissibles et non transmissibles, y compris les maladies évitables par la vaccination.

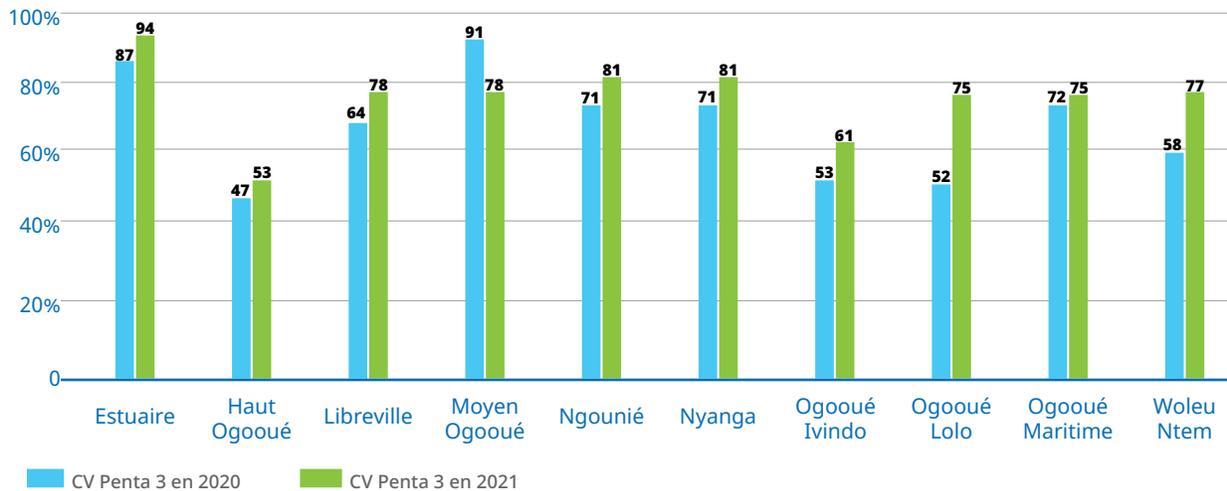
Plus de 500 communautés cibles y compris des personnes vulnérables ont été atteintes dans le cadre de la lutte contre les maladies non transmissibles y compris la lutte contre les facteurs de risques de tabagisme, d'alcool, de la promotion de l'alimentation saine, et de la santé de l'environnement.

Avec un financement du Rotary Club International, l'OMS a appuyé le développement d'une stratégie de préparation et de réponse aux situations d'urgences dans le pays, y compris la Covid-19 et toute autre urgence avec un impact sur le système sanitaire national.

En collaboration avec le Ministère de la Santé, l'OMS et l'UNICEF ont appuyé des activités de vaccination qui ont permis de vacciner 53 742 enfants de moins d'un an et de rattraper 2 781 enfants de 12 à 32 mois en Penta3 via l'organisation. De plus, 2 754 enfants ont été rattrapés en VPO3 ; 2 371 en VPI, 5 415 en VAR ; puis 3 139 femmes enceintes en VAT2 et plus. Ces réalisations ont permis d'augmenter de 9 points la couverture vaccinale du Programme Élargi de Vaccination en Penta3 (72% en fin d'année 2021 contre 63% en 2020).



Graphique 4 : Couverture vaccinale en Penta3 par région sanitaire (2020 - 2021)



Source : Organisation Mondiale de la Santé

S'agissant du vaccin antitétanique (VAT), 3 139 femmes enceintes ont été rattrapées et vaccinées en VAT2 et plus.

Par ailleurs, l'UNICEF a doté le Programme Élargi de Vaccination du Gabon d'un véhicule équipé d'une partie externe frigorifique qui permet non seulement d'éviter la rupture de la chaîne de froid, mais également de maintenir la continuité de la chaîne dans les zones périphériques d'accès difficile.

L'OMS a favorisé la redynamisation et la mise en place des comités de santé des départements sanitaires en vue du renforcement des compétences des autorités déconcentrées. En même temps, elle a accompagné les équipes cadres de 10 départements sanitaires (Ntoum, Kango, Ndjolé, Lambaréné, Mékambo, département sanitaire de Libreville, département sanitaire d'Owendo, Minvoul, Fougamou et Lébamba) pour l'élaboration et la mise en œuvre des plans opérationnels. Un appui a également été apporté directement à sept départements sanitaires avec la fourniture de médicaments (1250 Misoprostol, 1500 pack de 10 ocytocine, 50 pack de 100 sulfate de magnésium, zinc, SRO, test VIH, 2000 préservatifs bruts, 4000 ACT, 1000 amoxicilline, etc.) aux centres médicaux et de santé de Ntoum, Kango, Ndjolé, Lambaréné, Mékambo, Lébamba et Minvoul pour la prise en charge des principales pathologies.

Dans le cadre de l'amélioration des soins aux personnes âgées, le Bureau de l'OMS du Gabon a contribué à la revue et l'adaptation du manuel générique de l'OMS sur les Soins Intégrés pour la Santé des Personnes Âgées, ainsi qu'à l'organisation

de la Campagne nationale de lutte contre l'âgeisme à l'égard des personnes âgées dans les communes de Libreville, Owendo, Akanda et Ntoum (755 personnes âgées ont été identifiées dans les communes de Ntoum, Lambaréné et Ndjolé). Cette campagne a permis de sensibiliser 1468 personnes dont 672 hommes et 797 femmes sur des thématiques variées (âgeisme, nutrition, exercices physiques, diabète et hypertension artérielle, cancers féminins, cancer de la prostate, andropause et ménopause, maltraitance et circuit des prises en charge des personnes âgées économiquement faibles, etc.), de dépister 1086 personnes âgées (âge  $\geq$  60 ans) sur le diabète et l'HTA dont 238 cas décelés.

De même, 382 personnes âgées ont bénéficié de consultations ophtalmologiques gratuites dont 335 ont été décelées malades et 159 paires de lunettes ont été distribuées.

### Riposte au VIH/SIDA

Dans le cadre de la coordination de la riposte au VIH/SIDA, le Programme Commun des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ONUSIDA) au Gabon a appuyé plusieurs activités de prévention et de sensibilisation envers les jeunes, les populations vulnérables, y compris les populations difficiles d'accès à savoir LGBTI, TS et les peuples de forêt.

En vue de soutenir la continuité des services de base pour les plus vulnérables en temps de Covid-19, l'ONUSIDA a appuyé le renforcement des capacités de plus de 90 Acteurs en

Santé Communautaire (ASC) qui œuvrent pour la prévention du VIH et pour l'accompagnement des Personnes vivant avec le VIH (PVIH) en situation difficile. Ces ASC ont reçu du matériel de sensibilisation et de protection contre la Covid-19 et ont été déployés dans les structures de prise en charge des PVIH pour appuyer la récupération de PVIH perdues de vue, assurer l'accès à leurs traitements antirétroviraux et aux examens de suivi.

En partenariat avec le PNUD, l'UNFPA et l'UNICEF, l'ONUSIDA a appuyé 1 800 personnes vivant avec le VIH/SIDA, pour la mesure de la charge virale et la réalisation de l'examen de génotypage. Cette activité a été réalisée en partenariat avec le Programme National de Lutte contre le SIDA et les infections sexuellement transmissibles, le laboratoire du Centre Internationale de Recherches Médicales de Franceville (CIRMF) et les ASC. A travers ce partenariat environ 8 à 12% des besoins en charge virale au niveau national ont été couverts, soit environ 20% des personnes vivant avec le VIH qui sont vulnérables et économiquement faibles.



Une adolescente impliquée dans la mobilisation des jeunes lors de la journée "zéro discrimination" ©ONUSIDA/2021

Un partenariat avec l'association Santé Plus Pro Humanitus en faveur des communautés LGBTI a permis de réaliser des sensibilisations et mobilisations des communautés LGBTI dans 6 provinces, ce qui a rendu possible le dépistage du VIH et une prise en charge de la plupart d'entre eux.

Dans le cadre de la promotion et du renforcement de l'atteinte de la cascade de traitements et la transmission verticale du VIH, l'ONUSIDA et l'UNFPA ont formé 100 leaders et pairs éducateurs issus des populations clés, qui ont sensibilisé plus de 2 500 personnes issues des populations dans six provinces: Libreville, Port Gentil, Lambaréné, Tchibanga, Makokou et Mouila. Grâce à cette sensibilisation, on estime à 300 le nombre des populations qui ont pu recourir au dépistage volontaire. Ces activités ont permis de catalyser des ressources additionnelles de l'Ambassade des États-Unis d'Amérique.

Dans le cadre du projet de protection sociale en faveur des peuples de forêt, l'ONUSIDA a intégré les kits de dépistage pour au moins 1 000 personnes afin d'augmenter l'accès au dépistage pour cette catégorie de population qui est laissé pour compte.

En partenariat avec IRESSEF (Institut de Recherche en Santé, de Surveillance Épidémiologique et de Formations) de Dakar, l'UNICEF a contribué à la formation de 30 personnels de laboratoires, repartis sur les 9 provinces, sur les outils de diagnostic biologique précoce et de suivi de l'enfant né de mère VIH+, les protocoles pour le test du dosage de la charge virale chez la mère infectée, la gestion des approvisionnements et des stocks, le suivi-évaluation et la collecte des données.

En outre, l'OMS a contribué au maintien de la continuité des services essentiels de soutien au VIH en contexte d'épidémie de Covid-19 par le renforcement des capacités de près de 750 prestataires de santé (médecins, infirmiers, techniciens de laboratoire, psychologues, travailleurs sociaux, gestionnaires des pharmacies, gestionnaires des médicaments, etc.) dont 250 en sessions de formation continue et 500 en missions de supervision dans tous les services de prise en charge des 10 régions sanitaires du pays.

L'OMS a également soutenu la reproduction et la dissémination dans tous les services de prise en charge des personnes vivant avec le VIH des 10 Régions sanitaires : 200 guides de prise en charge globale chez les adultes, 200 guides du conseil et dépistage du VIH, chez les enfants et les adolescents, 150 registres de consultation, 300 posters sur les protocoles de dépistage, 150 posters sur le diagnostic précoce, 450 posters sur les protocoles thérapeutiques chez les adultes, les enfants et les adolescents, 150 posters sur la prévention des accidents d'exposition au sang et la prophylaxie post exposition au VIH.

Le Rapport annuel sur les résultats de la prise en charge thérapeutique des personnes vivant avec le VIH, les coinfections VIH-Hépatites et les Infections sexuellement transmissibles (IST) en 2020 a aussi été élaboré avec l'appui technique et financier de l'OMS.

## Santé Sexuelle et Reproductive

Dans le cadre du Programme conjoint « Protection Sociale », financé par le Joint-SDG Fund, l'UNFPA a appuyé l'élaboration de la politique nationale de santé de la reproduction 2022-2031. Elle a aussi financé la revue documentaire sur les textes de lois en Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) et a mené une revue documentaire de l'environnement juridique de la santé sexuelle et reproductive au Gabon, avec une consultation de toutes les parties prenantes, y compris la société civile. L'UNFPA a ainsi formé 71 personnels d'encadrement pédagogique du pré-primaire, et 38 personnels des services spécialisés des établissements scolaires ainsi que 250 pairs éducateurs en prévention des grossesses précoces et 18 478 élèves ont reçu des enseignements en Éducation socioculturelle dans les établissements pilotes.

L'UNFPA a aussi fourni un appui à la création de 13 clubs de santé dans 13 établissements scolaires. Des outils pédagogiques d'appui ont été également produits, dont deux manuels de formation des formateurs et des pairs éducateurs en santé sexuelle et reproductive, ainsi que des supports de communication dans la lutte contre les cancers chez les adolescents et les jeunes. 175 adolescentes et jeunes en situation de vulnérabilité (déficients auditifs, jeunes filles de l'orphelinat Arc-en-ciel et les adolescents et jeunes du pénitencier de Libreville) ont été sensibilisés sur les cancers du sein et du col de l'utérus. 6000 adolescents et jeunes ont été sensibilisés aux risques de catastrophes incluant la SSR.

Avec l'appui des fonds japonais, l'UNFPA a lancé le programme de lutte contre les grossesses précoces en milieu scolaire, en partenariat avec les ministères de la Santé et de l'Éducation Nationale. Ainsi 60 prestataires en planning familial, et 30 prestataires à la pose d'implants contraceptifs ont été formés et deux plateformes d'échange sur le planning familial ont été créées dans le Moyen-Ogooué et le Haut-Ogooué. Une stratégie de communication en matière de lutte contre les grossesses précoces a été produite et mise à la disposition des partenaires.

Pendant la période de confinement due à la Covid-19, et grâce à l'appui de l'UNFPA, 7 265 adolescents et jeunes ont été sensibilisés à la SSRAJ à Libreville, y inclus 15 animateurs des groupements de jeunesse; les membres de 15 organisations de jeunesse ont été formés dans l'élaboration de plaidoyer et les premiers secours en la matière, 15 ONG de jeunesse ont été formés sur la prévention des Violences Basées sur le Genre (VBG). Les populations migrantes ont été aussi la cible des appuis de l'UNFPA avec 40 leaders communautaires migrants formés en SSR, VIH, VBG y compris de la Covid-19 et 1 770 migrants sensibilisés sur les mêmes thèmes.

Afin d'améliorer l'offre de soins de planification familiale, le Ministère de la Santé a formé 60 prestataires de soins dans 2 provinces dont 30 prestataires formés à la pose d'implant contraceptif.

Grâce à l'appui de l'UNESCO, des activités en matière d'intégration de l'éducation complète à la sexualité dans les curricula scolaires ont été menées, y compris par les biais d'outils numériques, en collaboration avec le Ministère de l'Éducation,

y inclus la formation de 16 membres de l'équipe technique; 19 personnels d'encadrement pédagogique (inspecteurs et conseillers pédagogiques), les capacités des formateurs de formateurs ont été renforcées en éducation complète à la sexualité ; des outils pédagogiques en éducation complète à la sexualité ont été produits dont le diagramme de composition et les curricula du sous-secteur de l'enseignement et la formation technique et professionnelle.

L'ONUSIDA en partenariat avec Africa CDC a soutenu un projet d'appui aux acteurs communautaires qui a formé sur la Covid-19, le VIH, la SSR et les VBG et a octroyé du matériel de sensibilisation et de protection individuelle à 71 relais communautaires. Le même projet a permis le développement d'une application digitale, pour faciliter un reportage sur les activités des relais communautaires. Grâce à ce projet, 20 619 personnes ont bénéficié d'une sensibilisation de proximité et 124 patients sous traitement antirétroviral qui étaient perdus de vue ont été ramenés dans le circuit des soins.

De son côté, l'OMS a apporté son appui pour l'élaboration et la validation des directives nationales sur les soins après avortement et l'avortement sécurisé, l'actualisation des directives nationales sur la planification familiale, la formation de 47 prestataires de santé sur la prise en charge syndromique des IST, et a fait don de 300 disques pour les critères de recevabilité des méthodes contraceptives, de 200 exemplaires du document de directives nationales de prévention, de traitement et de contrôle des IST et de 150 boîtes à images sur la prise en charge syndromique des IST au Ministère de la Santé.



Cecilia avec son bébé Maria 20 jours, venues pour la vaccination au Centre de vaccination PEV de l'hôpital spécialisé de Nkembo, Libreville ©UNICEF/2021

## Protection sociale

En 2021 l'ONU Gabon a continué à prêter une attention particulière à la jeunesse, aux questions de genre, et aux personnes vulnérables en période de Covid-19, en vertu du principe de ne laisser personne de côté, à travers un appui ciblé aux politiques et actions de protection sociale dans le pays.

En 2021, grâce à l'appui du Programme conjoint « Protection Sociale » financé par le Joint SDG-Fund et mis en œuvre par l'UNICEF, l'UNFPA, l'OMS, l'UNESCO, l'ONUSIDA et le BIT, plus de 13 500 personnes ont reçu des certificats de naissance (tant en milieu urbain que rural) sur les 25 000 cas signalés (soit 1,3% de la population totale). De plus, 4 900 personnes vulnérables ont bénéficié d'une protection sociale accrue. Elles sont désormais inscrites à la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS) et bénéficient de divers programmes de protection sociale (distribution de bons alimentaires, etc.). Ces résultats importants dépassent largement les 3 000 personnes difficiles à atteindre initialement ciblées par le programme, grâce notamment à l'implication d'un grand nombre d'ONG œuvrant dans le domaine de la protection sociale qui ont contribué à maximiser la couverture des populations dans de courts délais.



Un adolescent qui a reçu son certificat de naissance dans le cadre du Programme Conjoint des Nations Unies «Protection Sociale » ©UNICEF/2021/Fanjaniaina

Le programme a entraîné des changements systémiques clés. En effet, grâce à un plaidoyer soutenu et à un appui technique, il a contribué à la révision de la loi sur l'enregistrement des naissances, qui désormais prévoit un délai de 15 jours dans les zones urbaines (au lieu de 3 jours) et un mois dans les zones rurales (au lieu de 15 jours). En outre, le programme a appuyé le développement d'une politique nationale sur le genre et la santé reproductive en faveur de l'accès à la protection sociale des populations vulnérables qui est en cours d'exécution. L'un des résultats positifs inattendus est la création d'un poste de conseiller présidentiel principal chargé de l'apatridie, grâce à un plaidoyer conjoint avec le Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR).

Les capacités d'une quarantaine d'agents de la CNAMGS ont été renforcés par l'OMS dans le cadre de l'extension de la couverture sanitaire universelle auprès des populations vulnérables pour améliorer la qualité de la prise en charge des populations.

L'OMS a ainsi formé l'ensemble des directeurs généraux de tous les Centres Hospitaliers Régionaux et de quelques Centres Hospitaliers Universitaires ainsi que les responsables de la direction du contrôle médical de la CNAMGS sur la Classification Internationale des Maladies (CIM 11), la certification médicale des causes de décès et l'autopsie verbale. Cette importante formation a permis de présenter aux participants la nouvelle classification et surtout la certification des causes médicales de décès.

Le programme a également renforcé le système d'information sur la protection sociale, en appuyant la mise en place d'un registre social comportant plus de 500 000 personnes éligibles (soit 25% de la population totale) qui est en cours d'achèvement et qui permettra de mieux cibler les programmes de protection sociale.

Le programme a contribué à accroître la communication et la sensibilisation des personnes les plus vulnérables dans les zones reculées. Grâce à cela, les adolescents et les dirigeants locaux des populations de forêt ont accru leur demande et leur accès à des services sociaux de base. Un réseau de radios communautaires a été soutenu pour diffuser en continu des informations sur les services sociaux (enregistrement des naissances, accès aux services sociaux de base, inscription aux programmes de protection sociale, élimination de la VBG, promotion de la santé, et des normes sociales positives sur le VIH/SIDA).

Le programme a contribué à améliorer la disponibilité des données et des connaissances sur les populations difficiles à atteindre. Les analyses générées améliorent la compréhension de la dynamique socio-anthropologique de la population cible et les moyens d'améliorer leur accès aux systèmes de protection sociale, et de faire respecter leurs droits à l'éducation, la santé, la protection et la participation. En outre, une cartographie des populations de forêt est maintenant disponible.

Avec l'appui du PNUD, 1 976 personnes (1 126 jeunes filles et jeunes femmes, 500 femmes, 400 jeunes hommes, 450 hommes) ont bénéficié d'une couverture sociale grâce à l'amélioration de la qualité de la budgétisation des services sociaux. Le PNUD a également appuyé la production de 88 plans de développement locaux inclusifs, intégrés et participatifs.



Semaine mondiale de la maîtrise des médias et de l'information dans les écoles à Libreville ©UNESCO/2021

## Éducation et formation technique et professionnelle

En 2021, l'UNESCO a continué à appuyer des programmes d'éducation à distance, notamment en matière de promotion de l'enseignement scientifique. Grâce à cet appui, 200 jeunes filles élèves du lycée de Ntoum ont été sensibilisées au métier de l'ingénierie et scientifique. De même que, 22 enseignants en mathématiques, en sciences physiques et en sciences de la vie et de la terre, ont été formés sur l'approche STEM. Dans le cadre du programme E-Open Science CA, 20 jeunes chercheurs gabonais ont bénéficié d'un appui de l'UNESCO pour l'élaboration de l'annuaire numérique national des chercheurs en sciences naturelles.

Dans le cadre de l'initiative « Éducation Plus », l'ONUSIDA a coordonné en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale, l'UNICEF, UNFPA et UNESCO, des actions de sensibilisations des jeunes sur les réseaux sociaux et des séances de sensibilisation des jeunes sur l'éducation sexuelle complète. L'UNESCO et la Banque Africaine de Développement (BAD) en partenariat avec le Ministère de l'Éducation Nationale ont mené une campagne pour le maintien de la jeune fille à l'école, la sensibilisation des jeunes au VIH/SIDA, à la Covid-19, aux violences basées sur les genres (VBG), la santé sexuelle et reproductive

(SSR) et à la consommation des drogues.

S'agissant de la formation technique et professionnelle, l'UNESCO a formé une centaine des professionnels du secteur de l'eau et de l'assainissement au Gabon. Ces 15 formations ont permis aux personnels de la Direction Générale de l'Eau, de la Société d'Énergie et d'Eau du Gabon, de l'Agence de Régulation du Secteur de l'Eau Potable et de l'Énergie Électrique et de la Direction Générale des Écosystèmes Aquatiques, de développer des compétences nationales dans le secteur de l'eau et de l'assainissement et à appuyer l'élaboration du code de l'eau du Gabon. Avec l'appui de la République de Corée, l'UNESCO a réalisé une étude sur la fourniture d'eau potable au grand Libreville.

Dans le cadre du projet YouthMobile, la prison centrale de Libreville, dispose désormais d'une salle multimédia équipée pour favoriser la réinsertion des jeunes détenus par l'accès aux connaissances sur le développement d'applications mobiles.

Grâce à l'appui du HCR, en 2021, 20 étudiants réfugiés ont pu effectuer une formation professionnelle.

### Nutrition et sécurité alimentaire

En matière de sécurité alimentaire, la FAO a appuyé des activités d'aviculture familiale, de pisciculture, d'agriculture en zone rurale, qui ont permis d'installer 423 éleveurs ruraux, 250 apiculteurs en production semi-moderne en zone rurale et périurbaine, 50 pisciculteurs, 400 jeunes dans les incubateurs agricoles, et 35 jeunes formés dans les chaînes de valeurs agricoles.

Par ailleurs, la FAO a accompagné 35 détenus (dont cinq femmes, trois mineurs et 27 jeunes) et 30 gardiens de la prison centrale d'Oyem dans la création au sein et à l'extérieur de la prison de zones agricoles, intégrant des activités de cultures maraîchères et vivrières, l'aviculture, la pisciculture et la production du matériel végétal.

La FAO a renforcé les capacités de 423 éleveurs ruraux (22% de femmes, 5% de jeunes) dans la production des poules améliorées dans les provinces de l'Estuaire, du Woleu Ntem, et de la Ngounié. La FAO a également appuyé l'élaboration du Plan National d'Investissement Agricole de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle de deuxième génération (PNIASAN2) en ligne avec les instruments internationaux auxquels le pays a adhéré.

La FAO a accompagné le Gabon dans sa participation au Sommet Mondial sur les systèmes alimentaires. Grâce à l'organisation des consultations nationales inclusives avec l'ensemble des parties prenantes, le Gabon a pu recueillir des propositions clés pour l'atteinte de l'autosuffisance alimentaire et le développement d'une politique écoresponsable, qui ont été discutées lors du Sommet.

Le PNUD a apporté un appui à 300 micro-entreprises opérant dans les filières porteuses telles que le manioc, la banane, le maraîcher et le petit élevage, en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture. Ce programme a permis d'élaborer une base de données des micro-entreprises agricoles ainsi qu'une analyse de marché qui est maintenant à la portée des micro-entreprises. Un programme de filets sociaux basés sur les transferts monétaires et les dotations en intrants agricoles a été mis en place permettant de servir d'amortisseur de choc durant la crise sanitaire bénéficiant à 200 femmes et 100 jeunes entrepreneurs affectés par la pandémie.



Le Programme Conjoint des Nations Unies « Familles Vertes » au village graine de Bolokoboué @UNRCO Gabon/2021



Formation sur l'apiculture ©FAO/2021



Galette de miel d'une ruche d'un bénéficiaire de la formation ©FAO/2021

### 2.2.3 Croissance diversifiée et inclusive

#### Relance économique

Le FIDA a appuyé 16 000 personnes à la mise en place d'activités génératrices de revenus dans le secteur agricole, dont 350 ménages ruraux les plus vulnérables dans les provinces de Woleu-Ntem, Ngounié et Ogooué-Ivindo à travers la formation technique et la dotation de kit d'intrants pour l'aviculture, la porciculture et l'élevage de petits ruminants, ce qui a contribué à améliorer leur revenus et leur sécurité alimentaire face aux impacts socio-économiques de la pandémie. Par ailleurs, en appui dans l'amélioration de l'environnement politique du secteur agricole, trois plateformes provinciales de concertation multi-acteurs (regroupent 63 organisations professionnelles et acteurs de développement) ont été créées et appuyées par le FIDA au niveau de trois provinces, regroupant tous les acteurs des chaînes de valeurs agricoles et des groupements d'intérêts professionnels.

Dans le cadre d'un projet pilote de renforcement de la protection sociale, le PNUD en partenariat avec la FAO, a fait un don d'intrants agricoles à 400 jeunes vivant dans la précarité installés dans trois sites de production (Donguila, Santa Clara et Bolokoboué) afin qu'ils puissent démarrer des activités génératrices de revenus dans le domaine agricole. Dans ce cadre 1200 patients économiquement et socialement faibles ont bénéficié d'une prise en charge des examens de charge virale et de génotypage et un budget de 50 000 USD a été distribué à 376 personnes vivant avec un double handicap.

Dans le cadre de l'extension du Programme conjoint «Familles Vertes», la FAO et le PNUD ont lancé un projet d'incubateur agricole sur le site du centre de formation du village graine Bolokoboué. Ce projet a eu, en peu de temps, un impact majeur sur 200 jeunes, dont 65% sont des femmes défavorisées. Il a pu fournir une formation, des compétences et une activité génératrice de revenu à des jeunes ayant déjà des familles pour la plupart. Il a également permis à des familles de réduire leur dépendance vis-à-vis des marchés locaux impactés par la fermeture des frontières en période de pandémie.

Des initiatives d'aquaculture commerciale intensive ont été lancées en zone urbaine, dans l'Estuaire et le Woleu Ntem bénéficiant à 50 personnes (dont 30% de femmes). Aussi, les capacités de 250 personnes ont été renforcées dans la production apicole semi-moderne, y compris 24 personnes des communautés autochtones dont 30% de femmes.

Dans le Cadre du Programme Gabonais de Qualification des Femmes Entrepreneurs Digitales (PROGAFED), l'UNICEF, en collaboration avec le Ministère des Affaires sociales, a appuyé 25 femmes, en tant qu'apprenantes et formatrices en matière de e-commerce afin de créer des boutiques en ligne pour la vente de leurs propres produits. À ce jour, le PROGAFED a favorisé la création de 300 boutiques en ligne disponibles sur la plateforme, [www.prografed.ga](http://www.prografed.ga).

## Réponse macro économique et coopération multilatérale

### Nouvel Accord entre le Fonds Monétaire International et le Gouvernement

En juillet 2021, le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé une ligne de crédit en faveur du Gabon d'un montant de 553,2 millions USD sur trois ans au titre du Mécanisme Élargi de Crédit. Cet accord vise à soutenir la politique de réformes pour le renforcement de la résilience du pays face à la Covid-19 et la consolidation des bases d'une croissance forte, durable et inclusive. Le programme engage le pays notamment à accroître la transparence et la gouvernance des finances publiques afin de réduire les vulnérabilités budgétaires et desserrer l'étau du poids de la dette, à lutter contre la corruption et à améliorer le ciblage de la protection sociale en faveur des Gabonais économiquement faibles. Un premier décaissement de 115,2 millions USD a eu lieu pour aider le pays à honorer ses besoins de financement urgents en fin d'année 2021.

### Financement vaccins COVAX

Face à la pandémie, la Banque Mondiale a mis à disposition du Gabon à travers l'OMS et l'UNICEF des financements pour renforcer les systèmes et services de santé, consolider les filets de protection sociale pour amortir les chocs économiques consécutifs à la crise sanitaire. Ce financement soutient la mise en œuvre du Plan de préparation et de riposte à la Covid-19 du Gabon notamment la mise à disposition d'équipements et de fournitures tels que des ambulances médicalisées, équipements et kits de diagnostic ainsi que la formation du personnel de santé.

## 2.2.4 Durabilité environnementale et résilience

### Conservation et préservation de l'environnement

L'ONU Gabon est fortement engagée en matière de lutte contre le changement climatique et la conservation de l'environnement et la riche biodiversité du Gabon.

En 2021, le Gabon a reçu 17 millions USD, en tant que premier paiement pour la réduction d'émissions CO2 grâce à l'accord historique de l'Initiative pour la forêt de l'Afrique Centrale (CAFI), à travers lequel le Gouvernement norvégien a alloué 150 millions USD en 2019.

Le PNUD accompagne le Gouvernement gabonais, dans l'exécution des fonds CAFI. Dans ce cadre, le PNUD a appuyé l'Agence de Développement Agricole du Gabon, l'Agence Nationale des Parcs Nationaux (ANPN) du Gabon et le Conseil National Climat dans le renforcement des capacités de leurs systèmes de gestion, de coordination et de leurs compétences techniques pour une meilleure absorption et utilisation des fonds des tous premiers paiements basés sur les résultats perçus par le Gabon par le CAFI. En 2021, première année de mise en œuvre, le PNUD a appuyé l'acquisition d'équipements et la construction de laboratoires, essentiels pour développer un plan d'affectation et d'aménagement des terres. À plus long terme, le projet vise à accompagner le Gouvernement dans le déploiement d'une nouvelle aire protégée transfrontalière et dans le développement d'une cartographie des sols qui permettra de limiter les émissions futures dues à la déforestation en optimisant l'utilisation et l'allocation des terres et en mettant en place un système de surveillance des forêts à l'échelle nationale.



Parc National de l'Ivindo, le deuxième parc Gabonais inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO ©ANPN Gabon



Visite d'ONU Gabon des projets de reboisement de la mangrove de l'ONG locale « Les Amis de la Lowé » à Libreville  
©UNRCO Gabon/2021

Concernant le projet « Promesses Climat », en partenariat avec le CNC, des études thématiques sur la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) ont été menées, portant sur les domaines prioritaires pour le Gabon tels que l'énergie, les forêts, l'eau, la résilience, l'agriculture, la santé, la jeunesse, les finances, la gouvernance, l'égalité des sexes et les emplois verts. Le projet a également intégré la promotion de l'égalité des genres, la participation des jeunes et des communautés rurales dans les stratégies d'adaptation et d'atténuation aux changements climatiques au Gabon.

En matière d'information sur le climat, par le biais du projet « Météo » financé par le Gouvernement indien, le PNUD a appuyé l'installation de six stations météorologiques synoptiques automatiques, constituant un réseau fonctionnel de stations de surveillance océanique, météorologique et hydrologique et d'infrastructures connexes, sur les 600 kilomètres de côte gabonaise. Ce projet permet au pays de renforcer son plaidoyer sur l'adaptation au changement climatique, avec une sensibilisation sur l'intérêt des données climatiques et le développement d'une plateforme pour la diffusion des informations météorologiques pour tous.

La FAO, en partenariat avec le Ministère des Eaux et Forêts, l'Agence Gabonaise d'Etudes et d'Observations Spatiales (AGEOS) et le plan climat, a mis en œuvre un programme d'appui au développement et l'élaboration de stratégies et de politiques de réduction de la dégradation et de la déforestation des forêts, y inclus le suivi des CDN en lien avec le changement climatique, la biodiversité et l'environnement.

Depuis une décennie, le conflit Homme-Faune, et plus particulièrement Homme-Éléphant, est récurrent en zone rurale au Gabon, qui héberge 50% de la population d'éléphants de forêt d'Afrique. Son impact est jugé plus important ces dernières an-

nées. Ce conflit, qui affecte gravement la sécurité alimentaire et le bien-être des populations locales, crée un climat de méfiance entre les populations et l'État (gestionnaire de conservation) affectant les efforts de conservation. En 2021, la FAO a participé aux assises nationales sur le conflit Homme-Éléphant. Ainsi, la FAO a contribué de manière consensuelle et concertée à la stratégie et au plan d'action pour améliorer la sécurité alimentaire des populations tout en préservant la faune. Les travaux de ces assises ont débouché sur des recommandations réalistes, opérationnelles et immédiates en vue de limiter l'impact du conflit Homme-Faune.

### Gestion des risques environnementaux et la protection des communautés

L'ONUDC a appuyé le laboratoire d'analyses génétiques de l'ANPN afin de renforcer les capacités de la police scientifique en matière de crimes contre la faune sauvage. L'ONUDC a aussi renforcé sa collaboration avec l'ONG TRACE sur les aspects criminels afin de faire du Gabon un pays pilote dans l'aspect d'analyse biologique et la sécurisation de la scène de crime. L'ONUDC travaille au développement d'un système complet de gestion de la qualité pour les analyses d'ADN d'animaux sauvages au Gabon afin de garantir que le laboratoire respecte les normes et les directives internationales.



Les éléphants de forêt du Gabon à Nyonié  
©UNRCO Gabon/2021

qui analyse l'impact et établit des corrélations importantes entre des changements climatiques sur les populations de la sous-région et les questions de paix et sécurité, tel que le lien entre l'érosion des côtes et la montée du phénomène de la piraterie dans le Golfe de Guinée.

Dans le même ordre, l'OMS a accompagné le Ministère de la Santé et celui des Eaux et Forêts dans la mise en place de l'Observatoire intégré pour une gestion saine de produits chimiques dans le cadre du projet « Chemobs » financé par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) via le Global Environment Facility (GEF).

Un plan de formation et de sensibilisation des populations sur la gestion des produits chimiques a été élaboré, un rapport sur la vulnérabilité des populations qui y sont exposées. Un rapport sur le coût de l'inaction a été produit.

### Résilience communautaire et cohésion sociale

L'UNESCO a appuyé le Gouvernement dans l'élaboration de la Politique nationale de l'Éducation à la Paix, à la Sécurité, à la Santé, à la Citoyenneté mondiale et au Développement durable.

Dans le cadre de son appui à la jeunesse, l'UNESCO a accompagné l'activité de renforcement des capacités des jeunes en gestion de mouvements associatifs, en prévention des conflits et des violences, à l'éducation aux médias et réseaux sociaux. À travers le projet d'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) financé par les fonds japonais, l'UNESCO a organisé quatre ateliers de renforcement des capacités de 15 organisations de jeunesse à l'EMI pour l'engagement civique des jeunes. L'objectif était de stimuler l'engagement civique des jeunes en leur donnant des compétences EMI dans leur utilisation quotidienne des réseaux et médias sociaux. L'organisation a également sensibilisé une quarantaine de jeunes du Lycée Nelson Mandela sur ces questions à l'occasion de la célébration de la semaine mondiale de l'Éducation aux Médias et à l'Information.

Par ailleurs, l'UNESCO, en partenariat avec le Ministère de la Communication, a effectué une mission d'évaluation technique des radios communautaires installées dans les zones cibles de la Ngounié (Ndendé, Lémbamba et Mouila), de l'Ogooué Ivindo (Makokou) et le Woleu Ntem (Oyem, Bitam) pour leur relance, aux fins qu'elles servent de relais efficaces pour la communication stratégique et la sensibilisation des communautés en temps Covid-19. Un atelier de renforcement de capacité des ressources humaines a été organisé et a vu la participation de 12 radios et 22 participants y compris ceux de l'intérieur du pays. Des équipements nécessaires à court terme ont été remis à cinq radios des zones cibles du projet.

Des initiatives innovantes de la société civile, des leaders communautaires, les chefs religieux, contre la stigmatisation pendant la période de la pandémie, ont été soutenues à travers le Projet conjoint « Citoyenneté et Protection Sociale », mis en œuvre conjointement par de multiples agences du SNU et le Ministère de la Décentralisation. En effet une antenne de l'ONG Santé Plus Pro Humanitus a été mise en place à Ikobey,

Fougamou, Mouila et Lambaréné afin d'effectuer des relais d'informations auprès des populations. 85 autorités politico-administratives ont été sensibilisées sur le projet ainsi que 100 populations d'accès difficile.

Le PNUD, en collaboration avec le Ministère de la Jeunesse, a appuyé le réseau YouthConnekt Gabon à rejoindre le programme YouthConnekt Africa, à l'instar de 24 autres pays africains et a fait à cette association un don de matériel informatique et bureautique.

En outre, dans le cadre de la Journée Internationale de la jeunesse, le PNUD a soutenu la participation de 12 écoles à l'initiative « La Voix des Jeunes pour le Développement Durable » dans l'organisation de la finale du concours d'éloquence sur les Objectifs de Développement Durable (ODD) organisé en collaboration avec le YouthConnekt Gabon, le WWF Gabon et Akewa Accelerator Labs.

Dans le cadre du programme d'entrepreneuriat Tony Elumelu Foundation, le PNUD a travaillé étroitement avec le Ministère du Commerce, des Petites et Moyennes Entreprises, la Banque United Bank for Africa (UBA), le Junior Achievement Gabon et de l'Ogooué Labs. Grâce à cette intervention, 31 jeunes ont bénéficié d'une dotation de 5 000 USD chacun du Tony Elumelu Foundation pour financer leurs initiatives entrepreneuriales.

En 2021, le Gabon a accueilli 331 réfugiés et demandeurs d'asile. Le HCR a appuyé l'intégration légale de 9 réfugiés (5 femmes et 4 hommes) qui ont pu acquérir la nationalité gabonaise par voie de reconnaissance (6) et par voie de mariage (3) et dans l'acquisition de 39 cartes de séjour de réfugiés de longue durée. En outre, le HCR a assuré le renforcement des capacités de plus de 300 agents de défense et sécurité et d'agents administratifs dans six provinces du pays (Woleu-Ntem, Moyen-Ogooué, Ngounié, Haut Ogooué, Estuaire et Ogooué-Maritime) sur les aspects de mesures d'entrée prenant en compte la protection internationale : l'accès à l'asile, la non-pénalisation de l'entrée illégale, le non-refoulement, les droits et devoirs des réfugiés et demandeurs d'asile.

Dans la perspective d'une meilleure intégration économique des réfugiés au Gabon, et pour faciliter leur autonomisation, le HCR a appuyé 18 bénéficiaires directs/indirects. Par ailleurs, l'ONUSIDA et l'UNFPA ont sensibilisé 1 684 jeunes migrants au VIH, aux Soins de Suite et de Réadaptation, aux VBG et à la Covid-19 en collaboration avec la Direction générale de la prévention du VIH et la Direction générale de la protection sociale.

Le HCR dans son programme de prise en charge médicale et sociale des personnes vulnérables a permis la prise en charge de frais d'ordonnances et d'hospitalisations d'au moins 33 réfugiés vulnérables sur l'année 2021. Il a également accompagné au moins 15 personnes aux besoins spécifiques dont dix malades chroniques appuyés régulièrement. Dans le même élan d'aide à l'amélioration de l'autosuffisance et des moyens de subsistance, le HCR a accompagné trois activités génératrices de revenus (18 bénéficiaires directs/indirects).



En appui à la gestion des flux migratoires, au retour et à la réintégration des migrants, l'OIM a appuyé le Gouvernement gabonais dans la mise en place d'un Observatoire des Migrations. Ceci permet au Gabon de mieux gérer les flux migratoires et de pallier le déficit de la disponibilité des données. Cette activité a été financée par l'OIM Development Fund, et a eu pour partenaire principal le Ministère de l'Intérieur via la Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration. La mise en œuvre du projet a démarré par la création d'une Task Force Migration composée des services de la Direction Générale de la Documentation et de l'Immigration (DGDI), un groupe de travail technique qui est le bras opérationnel du Comité de Pilotage composé des 11 ministères sectoriels impliqués dans les questions migratoires et ses autres partenaires.

En outre, l'UNICEF en collaboration avec l'OIM, ont assuré la prise en charge de 700 enfants migrants vulnérables (victimes de traite, migrants ayant fait l'objet de trafic etc.) à Libreville, Mouila, Franceville et Port Gentil, hébergés pour la plupart dans les centres d'accueil CAPEDS et Arc en Ciel. Sur les 700 enfants, la plupart ont été intégrés localement, tandis que 143, en provenance de plusieurs pays d'Afrique de l'Ouest (Bénin, Togo, Niger, Burkina Faso etc.) ont reçu un appui de l'OIM qui a financé leur retour et leur réintégration dans les pays d'origine.



Vue aérienne de Libreville, la capitale du Gabon ©François Zima/2021

## 2.3 Partenariats et financement de l'Agenda 2030

Le contexte du financement du développement au Gabon est marqué par une faible mobilisation des ressources domestiques et un recours accru aux emprunts internationaux, dont les remboursements sont en nette augmentation, pour financer les déficits budgétaires aggravés par la pandémie de la Covid-19. Ces contraintes limitent les marges de manœuvre des autorités pour financer les plans nationaux de développement.

Face au rétrécissement de l'espace budgétaire et des défis importants de développement révélés par la cartographie des flux de financement, le PNUD, en collaboration avec l'UNECA et l'UNEP, et en partenariat avec le FMI, a travaillé avec le Gouvernement et toutes les parties prenantes à la mise en place de la feuille de route du Cadre National de Financement Intégré, par les biais du Programme conjoint phare « Gabon Vert : accélération de la transition d'une économie brune à une économie verte », financé par le Joint SDG-Fund. Le Gabon est parmi les pays pionniers à se doter d'un cadre National de Financement

Intégré (INFF) mettant l'accent sur les flux financiers allant vers une économie verte (durable) et rose (avec la pleine participation des femmes).

La cartographie des flux financiers (nationaux, internationaux, publics et privés) réalisée en 2021 montre une inadéquation entre l'affectation des fonds disponibles et les besoins de financement dans les domaines prioritaires de développement du pays et notamment la diversification de l'économie et la participation des femmes au développement du pays.

Sur la base du INFF, le PNUD et ses partenaires appuient le Gouvernement dans l'alignement des ressources aux priorités de développement durable et des ODD et dans la mobilisation de financements innovants (SDG bonds, Blue/Green bonds, etc.) en appui à la transition vers l'économie verte et bleue. Par ailleurs, une équipe multidisciplinaire a été mise en place en charge de la comptabilisation du capital naturel. Cette équipe, composée de la Direction Générale de la Statistique, de la Direction Générale de l'Environnement et de la Protection de la Nature, de la Direction Générale de l'Agriculture, du Conseil National Climat, a reçu des formations de l'UNECA, sur les outils de comptabilisation du capital naturel.

Ce programme accompagne également la mise en œuvre de la Stratégie Nationale « Gabon Égalité » notamment en ce qui concerne la mise en place d'une budgétisation sensible au genre, ce qui est un travail inédit dans le pays. À terme, le programme vise à établir une forte connexion entre l'accès du Gabon aux financements innovants en amont et la pleine implication des femmes à la transition vers l'économie verte en aval.

Le PNUD a également appuyé le développement des mécanismes de gouvernance du Plan d'Accélération de la Transformation (PAT 2021-2023) ainsi que des formations des membres du Conseil National du PAT, qui a bénéficié d'un don d'équipements de bureaux, d'informatiques et d'un véhicule pour renforcer ses capacités opérationnelles et techniques. De plus, un cadre de suivi et d'évaluation ainsi que la production des contenus multimédia relatifs aux actions et réalisations du PAT ont été élaborés.

Par ailleurs, une analyse de l'alignement du PAT aux ODD et du coût pour atteindre l'Agenda 2030 dans le contexte de la Covid-19 a été menée. Les résultats préliminaires mettent en évidence des insuffisances de financement par rapport aux volets Peuples et Prospérité. La pandémie a réduit les capacités d'investissement du pays pour la réalisation des progrès relatifs aux ODD. La mise en œuvre des interventions correctives définies dans les volets économique, social et transversal du PAT engendrerait des besoins de financement dont le montant global représente 14% du PIB par an, d'où l'importance de l'accès à la finance innovante.

## 2.4 Résultats de l'ONU travaillant plus et mieux ensemble: cohérence, efficacité et efficience des Nations Unies

La deuxième partie de 2021 a été marquée par un retour graduel à une situation normale pour les équipes du Système des Nations Unies après des mois caractérisés par des ajustements pour faire face à la pandémie, y compris le télétravail du personnel pour réduire les risques d'infection et transmission du virus.

Le Gabon compte 22 entités (organisations, programmes et fonds) des Nations Unies dont 13 sont résidentes ayant un bureau dans le pays (BM, FAO, FNUAP, IMF, OIM, OMS, ONUDC, ONUSIDA, PNUD, UNESCO, UNHCR, UNICEF, UNOCA). Les agences non-résidentes incluent l'AIEA, le BIT, le CNUCED, le PNUE, l'ONU Femmes, l'ONUDI, l'UNECA, l'OHCHR, le FIDA, l'ONU-Volontaires et l'ONU-Habitat.

L'année 2021 a été marquée par la demande officielle du Gouvernement visant à l'ouverture d'un Bureau de l'ONU Femmes à Libreville, une initiative qui est en cours avec l'appui de la nouvelle Coordonnatrice résidente des Nations Unies.

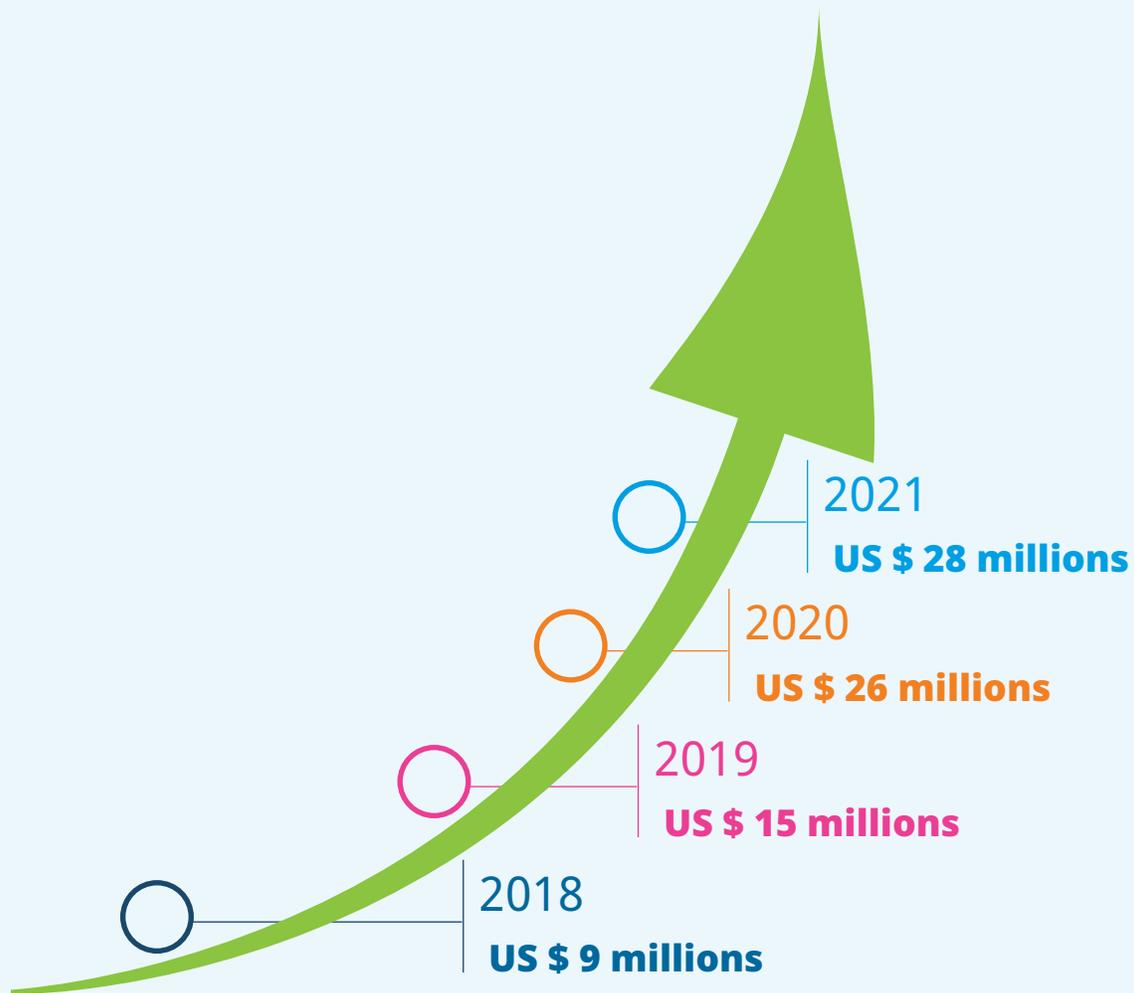
Des efforts significatifs ont mené à une plus grande implication des agences non-résidentes dans les activités conjointes et surtout le développement du Bilan Commun Pays des Nations Unies au Gabon et du nouveau Plan-Cadre de Coopération qui sera signé avec le Gouvernement en 2022 et entrera en vigueur au début de 2023. Ces deux activités clés ont vu l'engagement des toutes les entités du SNU avec toutes les parties prenantes dans l'identification des besoins pour accélérer le progrès vers les ODD et la formulation des priorités stratégiques de développement du Gabon pour les années à venir.

L'étroite collaboration avec le Bureau des Nations Unies pour l'Afrique Centrale (UNOCA) a été poursuivie, comme celle avec la CEEAC, afin de renforcer la cohérence et l'intégration des activités du SNU au Gabon avec celles menées dans d'autres pays de la sous-région pour le développement et la consolidation de la sécurité et de la paix. La Coordonnatrice résidente des Nations Unies a pris part à la réunion du Comité Consultatif Permanent des Nations Unies en charge des questions de sécurité en Afrique Centrale (UNSAC) à Libreville sous la Présidence du Gabon.

Les programmes conjoints exécutés par l'ONU Gabon en 2021 sont au nombre de 6 : 1) Joint SDG Fund INFF vert ; 2) Joint SDG Fund Protection sociale ; 3) Programme transfrontalier pour le Fonds de consolidation de la Paix Gabon Cameroun Tchad «Les Jeunes Tisserands de la Paix » ; 4) Programme conjoint du Cadre unifié du budget, des résultats et des responsabilités de ONUSIDA (UBRAF); 5) Programme conjoint éducation et 6) Fonds fiduciaire de la sécurité humaine (HSTF) programme d'amélioration de la gestion de la Migration Mixte. Leurs sources les plus importantes de financement sont restées le Joint SDG Fund, le HSTF et le Fonds de Consolidation de la Paix (PBF).

	<p><b>Le Gabon et les ODD</b> Au-delà du pétrole : Financer une transition rapide et durable d'une économie brune à une économie verte (INFF)</p>	<p><b>PNUD, PNUE, UNECA, FMI</b> 1 million USD du JSDGF du SG des UN</p>		<p><b>VIH-SIDA : Prise en charge des PVVIH, Prévention transmission VIH mère/enfant, jeunes et populations clés, lutte contre la stigmatisation</b></p>	<p><b>ONUSIDA et 10 agences des UN</b> 1,5 millions USD du JSDGF, Fonds UBRAF, Fonds Nations Unies</p>
	<p><b>Extension de la protection sociale par l'enregistrement des naissances pour les populations difficiles à atteindre au Gabon</b></p>	<p><b>UNICEF, UNFPA, BIT, OMS, ONUSIDA, UNESCO</b> 2 millions USD du JSDGF du SG des UN</p>		<p><b>Soutien à la promotion et à la protection des droits humains au Gabon</b></p>	<p><b>PNUD, UNOCA, OHCDH</b> 500 000 USD de l'Union Européenne et les UN</p>
	<p><b>Soutien au plan sectoriel de l'éducation nationale et à la production des statistiques de base sur l'éducation</b></p>	<p><b>UNESCO, FNUAP, UNESCO, BM, AFD</b> 620 000 USD des agences partenaires</p>		<p><b>Les jeunes comme tisserands de la paix dans les régions transfrontalières du Gabon, du Cameroun et du Tchad</b></p>	<p><b>UNESCO, ONUDC</b> 4 millions USD du Fonds PBF du SG des UN</p>

**Graphique 5 : Ressources financières pour le développement mobilisées par l'ONU Gabon**





L'équipe-Pays comprenant les chefs d'agence de toutes les entités des Nations Unies engagés dans le soutien du développement durable au Gabon ©RCO/2021

En termes d'activités conjointes, à l'occasion de la célébration de la fondation de l'ONU le 24 octobre, l'ONU Gabon a organisé une visite de terrain conjointe avec la DGPE, en partenariat avec l'ONG « Les Amis de la Lowé » qui a permis à l'Équipe-Pays de visiter une zones péri-urbaines à risque de déboisement de mangroves et de planter symboliquement des mangroves. Cette activité a permis de donner de la visibilité aux actions importantes menées par cette ONG dans la préservation de l'écosystème des mangroves.

Toujours dans le cadre de la célébration de la fondation de l'ONU, en marge de la COP26, un dialogue entre les associations de jeunes œuvrant dans le développement durable et plus particulièrement dans la protection de l'environnement et la Coordinatrice résidente du SNU a été organisée sous le thème : « UN76 : Reconstruire mieux et plus vert ». Ce dialogue a vu également la participation des ministères de la Jeunesse et des Eaux et Forêts.

Les contributions des jeunes aux différents sujets discutés et notamment la participation du Gabon à la COP26 ont permis de mieux comprendre les enjeux de la COP26 et les perceptions de la jeunesse face à cet évènement qui a cristallisé l'opinion publique et internationale compte tenu des importants enjeux pour la planète.

En 2021, l'ONU Gabon a mené un sondage d'opinion à Libreville, Oyem, Lambaréné et Mouila, qui a révélé que l'ONU est connue à 86,3% par les populations interrogées, soit 4,3 points de plus qu'en 2019. Globalement, la connaissance

des activités de l'ONU Gabon peut être améliorée, vu qu'elles sont connues à environ 33% seulement des populations interviewées.

Par ailleurs, sous l'égide du RCO et avec l'appui du Bureau Régional de l'ONU Femmes, en 2021, l'ONU Gabon a entamé l'exercice du « Gender SWAP Scorecard » qui va être poursuivi en 2022. L'Équipe-Pays s'est doté également d'un Plan d'action pour la Prévention de l'Abus et de l'Exploitation Sexuelle (PSEA).

En décembre 2021, l'Équipe-Pays du Gabon a mené une retraite annuelle de planification stratégique du nouveau Plan-Cadre de Coopération sur la base des résultats atteints dans le cadre du PNUAD et du SERP, ainsi que pour renforcer la communication, la collaboration et la cohésion au sein du SNU au Gabon. Les Chefs d'Agence ont passé en revue les résultats préliminaires du Bilan Commun Pays, sur la base desquels ils ont proposé les axes prioritaires préliminaires du nouveau Plan-cadre de Coopération (2023-2027). Ils ont également adopté une série de mesures pour renforcer la coopération et la coordination avec le Gouvernement et toutes les parties prenantes dans le développement au Gabon y compris :

- La revitalisation du Comité de Pilotage ONU-Gouvernement du Cadre de Coopération et les ODD.
- La constitution d'un groupe des Nations Unies comprenant les spécialistes de programme et du suivi et évaluation pour faire avancer l'élaboration du nouveau Plan-

Cadre et le Bilan du progrès vers les ODD.

- La finalisation et la mise en œuvre du PSEA.
- Le renforcement de la communication à l'intérieur et à l'extérieur du Système des Nations Unies et du plaidoyer conjoint pour l'Agenda 2030 et les ODD.
- L'accélération du progrès sur la « Business Operations Strategy » (BOS 2.0) des Nations Unies afin de promouvoir davantage la mise en place de services communs.
- L'organisation de plus de missions conjointes sur le terrain afin d'impliquer davantage les populations dans les programmes menés et financés par l'ONU Gabon.

La mise en commun de l'expertise du SNU Gabon dans le pays et au niveau régional et global a été promue afin de renforcer l'appui technique du SNU au Gabon dans les domaines prioritaires comme la conservation et la valorisation de l'environnement et la promotion des femmes et de l'égalité des sexes. L'activité avait pour but une revitalisation des Groupes Thématiques de l'ONU Gabon y compris ceux sur le genre, la communication, la migration et la gestion des opérations (OMT) qui ont menés des réunions régulières à nouveau en présentiel à partir de la mi-2021.

Un bon progrès a été enregistré en 2021 dans l'exécution du BOS 2.0 en ligne avec le plan de travail annuel pour réduire les coûts de transactions et les redondances. L'évaluation de la première année de mise en œuvre est en cours mais d'ores et déjà les résultats sont encourageants du point de vue de la collaboration entre les agences et l'évitement des coûts et des transactions redondantes.

En 2021, le SNU Gabon a mis en commun les services suivants dans le cadre du BOS 2.0 : 1) Mise en place d'un contrat global pour la téléphonie mobile ; 2) Car pooling - système de gestion unique du parc automobile ; 3) Cartographie des talents de personnes vivant avec un handicap pour diversifier et rendre plus inclusive la force de travail des Nations Unies.

## 2.5 Évaluations et leçons apprises

Au cours de 2021, l'ONU Gabon a continué à renforcer les mécanismes internes de communication, de coordination et de coopération du SNU. Le retour au travail à temps plein dans les bureaux a facilité les progrès sur ce plan. La retraite de l'Équipe-Pays était une opportunité pour le SNU de rétablir un positionnement commun face aux défis de développement. Les chefs des agences résidentes et non-résidentes ont pu également identifier les défis, les opportunités, les forces et les faiblesses auxquelles fait face le SNU au Gabon dans la conception, l'opérationnalisation, le suivi et l'évaluation de ses interventions. Le bilan des résultats produits durant l'année a aussi permis de mieux planifier les activités et initiatives de l'ensemble des acteurs pour 2022.

Les principales leçons apprises et recommandations pour le futur incluent :

1. Besoin d'un meilleur alignement des activités de l'ONU Gabon avec les priorités nationales et de renforcer l'intégration et les synergies d'intervention entre les entités du SNU. La revitalisation du Comité de Pilotage Conjoint des Objectifs de Développement Durable et du Plan-Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement (PNUAD) et des Groupes de Résultats va contribuer à cet objectif, ainsi que des échanges réguliers avec la partie nationale. De même, l'établissement au sein du SNU, d'un groupe de travail unissant les spécialistes des programmes et de suivi et d'évaluation, qui sera lancé au début de 2022.
2. Mobilisation de la finance innovante pour l'atteinte des ODD. En dépit des très bons résultats dans la mobilisation des fonds par l'ONU pendant les dernières années, et malgré une forte augmentation des financements extérieurs en période post-Covid, en tant que pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le Gabon fait toujours face à des défis majeurs dans la mobilisation de ressources extérieures pour le développement. Des efforts mieux ciblés doivent viser à identifier des sources de financement nouvelles et innovantes, accompagnés par un plaidoyer soutenu pour aider le Gabon à accélérer les progrès vers les ODD et les objectifs de l'Agenda 2030. Pour ce faire, il est essentiel de développer des messages communs à l'aide de l'évidence statistique et descriptive avec l'appui de l'ONU Gabon.
3. Besoin de renforcer les mécanismes de gouvernance, la coordination et la gestion des programmes conjoints afin d'assurer une meilleure planification conjointe des activités et d'améliorer l'exécution des budgets dans les temps prévus afin de produire des résultats durables de qualité.
4. Renforcer la configuration actuelle de l'ONU Gabon. Un défi majeur pour l'ONU Gabon reste le nombre réduit des gestionnaires de programme et des spécialistes techniques pouvant guider et accompagner les diverses initiatives dans les domaines clés du développement du pays. Pour faire face à ce défi, l'Équipe-Pays devra davantage travailler sur la configuration du système en mobilisant du personnel et des capacités additionnelles dans le pays et sur le plan régional et global. L'ouverture d'antennes et de bureaux par certaines agences non-résidentes (BIT, UNIDO, etc.) a été un bon progrès en 2021. Le plaidoyer continuera pour l'installation d'un bureau de l'ONU Femmes.
5. Besoin d'espace additionnel dans la Maison Commune ONU Gabon. Le fait que toutes les entités du SNU au Gabon, hormis la Banque Mondiale et le FMI, sont logées dans la Maison des Nations Unies à Libreville, gracieusement fournie par les autorités gabonaises, est un atout majeur. Des espaces additionnels sont en train d'être identifiés et négociés du fait que la famille des Nations Unies grandit dans le pays.

En 2021, l'ONU Gabon a commissionné une évaluation finale indépendante du Plan cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD 2018-2022). L'évaluation a pour objectif d'analyser le degré de prise en considération des trois principes programmatiques dans la théorie de changement, à savoir :

1. ne laisser personne pour compte ;
2. les droits humains, l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes ;
3. la durabilité et la résilience, et l'éthique de responsabilité.

À la fin de 2021, l'évaluation était encore en cours avec des résultats préliminaires prévus pour le début du premier trimestre de 2022.

## 2.6 Aperçu financier et mobilisation des ressources

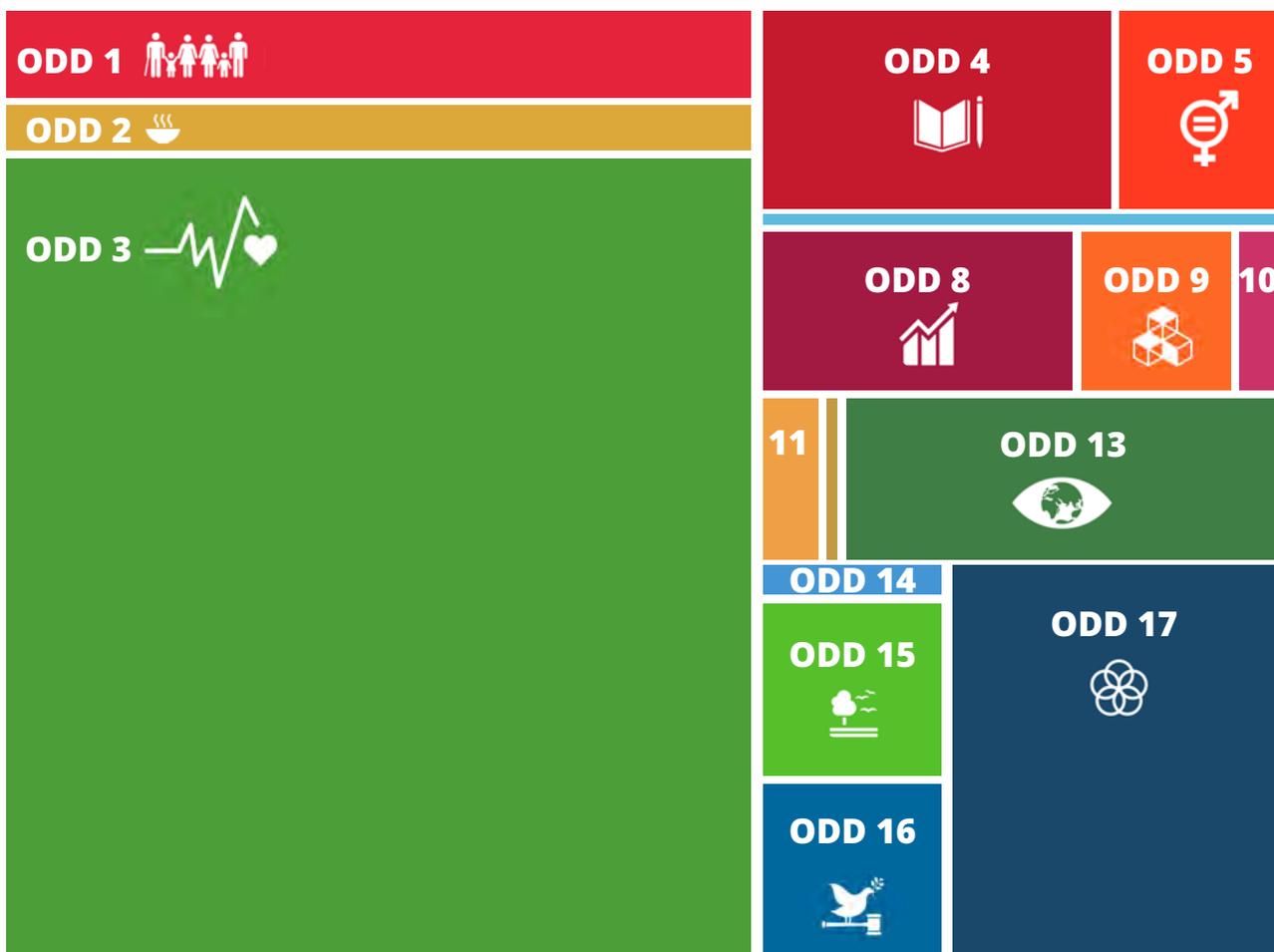
### 2.6.1 Aperçu financier

Sur la base des données générées par UN INFO, en 2021 le total des ressources disponibles pour l'ONU Gabon s'élève à 28,1 millions USD contre 25,9 millions USD en 2020. Le taux de mise en œuvre des Nations Unies en 2021 a été de 89% contre 79% en 2020, soit 25 millions USD.

En 2021, la plus grande partie du budget a continué à être principalement orientée vers la santé en appui à la riposte contre la Covid-19, ce qui représente 63,6% du budget total disponible, suivie des investissements en matière d'éducation, qui représente 6% des dépenses totales en 2021.

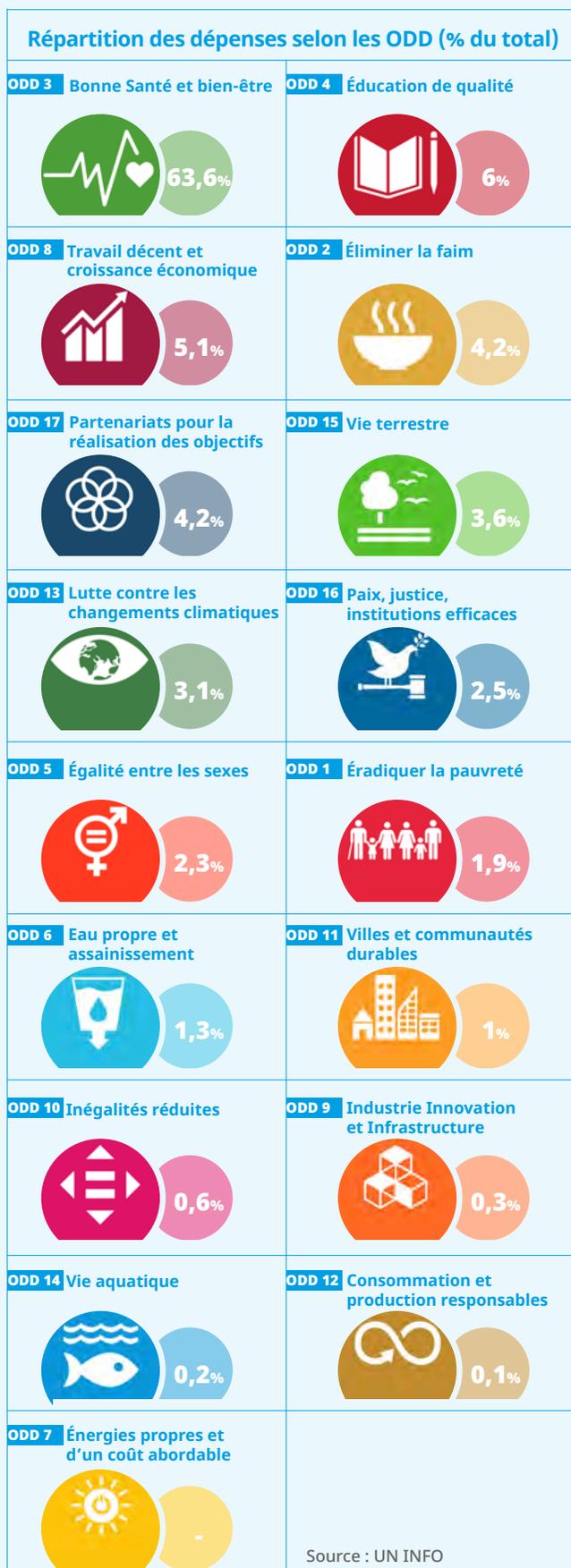
Il est important de souligner que seulement en matière de riposte à la Covid-19 l'OMS a pu mobiliser 13 millions USD.

Graphique 6 : Répartition des ressources financières de l'ONU Gabon par ODD en 2021



Source : UN INFO

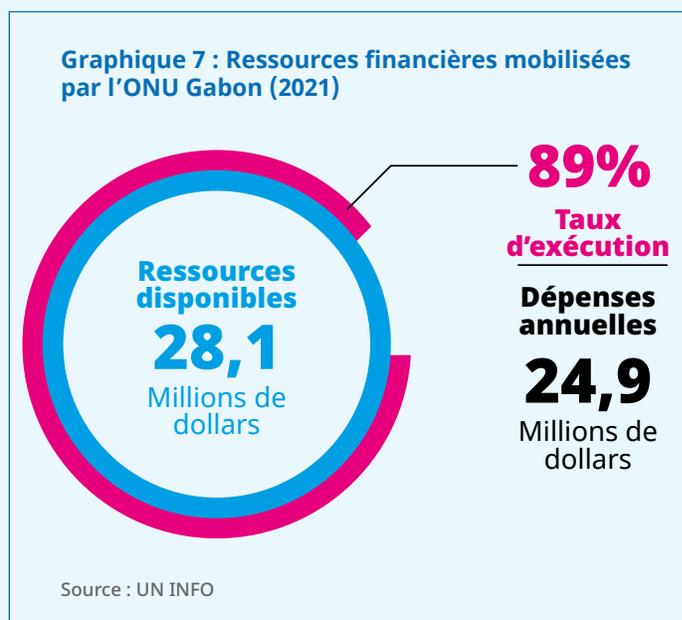




## 2.6.2 Mobilisation des ressources par l'ONU Gabon

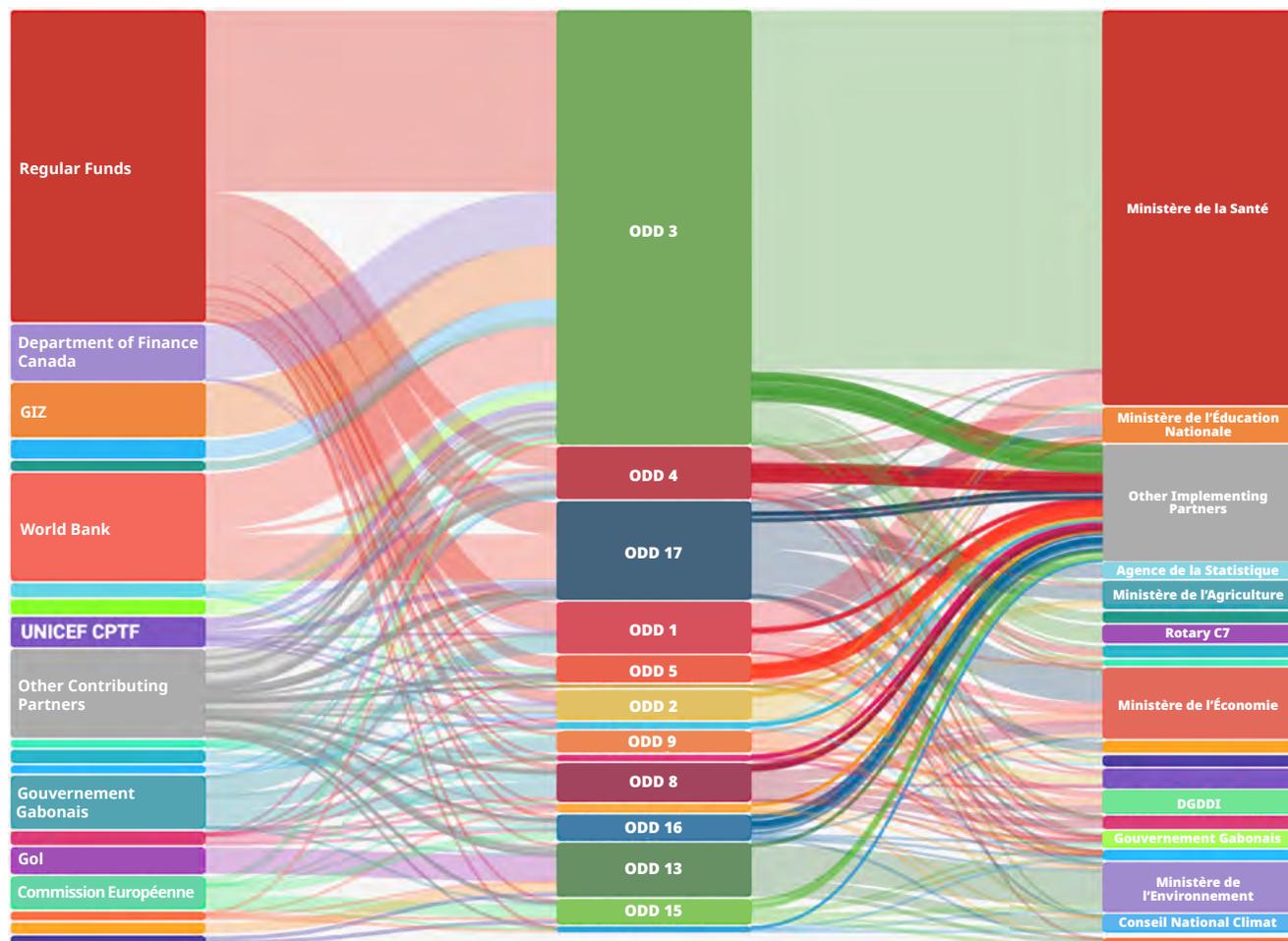
Agences	Ressources disponibles 2021	Dépenses 2021	Taux de mise en œuvre 2021 (%)
FAO	1 900 176	1 082 176	57
ONUSIDA	428 768	392 415	92
CNUCED	235 511	235 511	100
PNUD	3 139 498	2 678 826	85
UNESCO	1 861 961	1 143 957	61
FNUAP	428 390	404 250	94
UNHCR	106 493	62 624	59
UNICEF	3 259 158	3 219 142	99
ONUDC	603 166	329 200	55
OMS	14 027 055	13 778 263	98
FIDA	1 382 329	1 382 329	100
BIT	92 000	92 000	100
ONUDI	647 745	200 000	31
TOTAL	28 112 251	25 000 693	89

En 2021, la mobilisation des ressources de l'ONU Gabon a continué à augmenter, passant de **9 millions USD en 2018 à 28 millions USD en 2021**.



Ces ressources proviennent principalement des fonds réguliers et de la Banque Mondiale, (graphique liste des sources de financement).

**Graphique 8 : Investissement des ressources ODD par partenaires financiers et partenaires d'exécution (2021)**

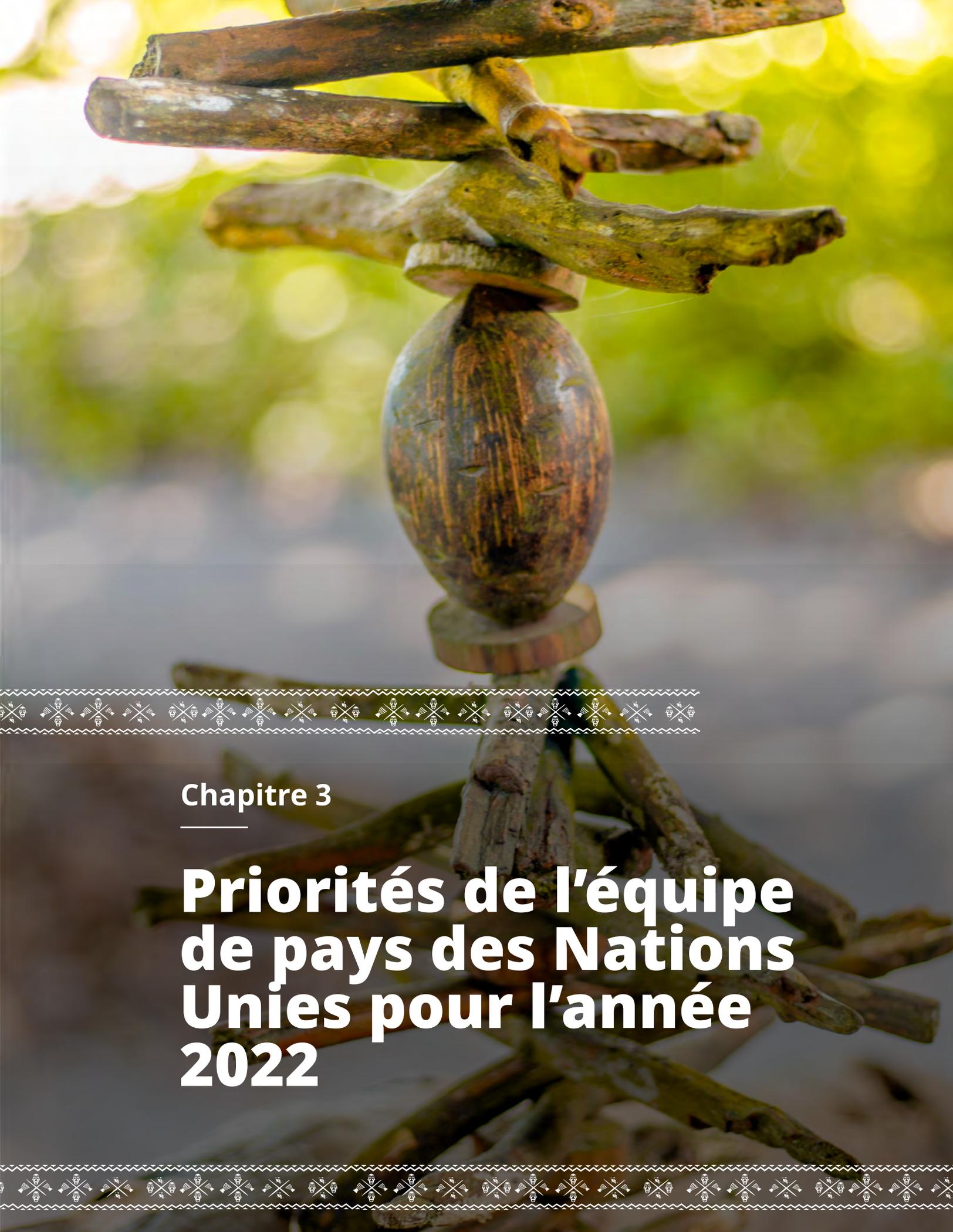


Source : UN INFO

Par ailleurs, l'ONU Gabon a pu mobiliser des fonds supplémentaires au cours de 2021, qui vont se matérialiser en 2022. En matière de protection de l'environnement, le PNUD a mobilisé 10 millions USD dans le cadre du Global Environmental Facility (GEF) qui seront utilisés en 2022. Un nouveau programme conjoint transfrontalier Gabon/Togo qui sera mis en œuvre par l'ONUDC et UNICEF pour promouvoir la lutte contre le trafic des êtres humaines est en cours de finalisation avec un financement du Multi-Partner Trust Fund Migration (MPTF) pour un montant de 2.2 millions USD. Le FIDA a aussi pu mobiliser 444 295 USD de ressources additionnelles pour la résilience des populations rurales face à la pandémie.

En revanche, il est important de souligner que malgré des efforts soutenus pour la mobilisation de fonds pour le programme conjoint « Gender Marker 3 » qui viendrait en appui à la stratégie nationale « Gabon Égalité », notamment dans le domaine de la lutte contre les violences faites aux femmes, les ressources nécessaires n'ont pas pu être mobilisées en 2021. Les efforts dans ce sens continueront au cours de l'année 2022, avec la perspective de l'ouverture d'un bureau de l'ONU Femmes au Gabon.





## Chapitre 3

---

# Priorités de l'équipe de pays des Nations Unies pour l'année 2022

En 2022, l'ONU Gabon a un chantier très vaste d'activités qui marque la continuité des efforts pour intensifier son appui au Gabon dans la mise en œuvre des ODD, ce, à travers des interventions conjointes stratégiques ciblées qui se résument ainsi :

Finalisation du nouveau Plan-Cadre de Coopération sur la base du Bilan Commun Pays et de l'évaluation indépendante du PNUAD à travers un processus de dialogue inclusif. Le nouveau Plan-Cadre de Coopération vise à répondre aux défis post-Covid et à fournir un appui stratégique et ciblé au Gouvernement dans son engagement pour l'atteinte des ODD à l'horizon 2030.

Poursuivre et pérenniser le travail sur les données ODD. Dans les années à venir, il sera important d'accroître davantage la production, l'analyse et l'utilisation des données et statistiques sur les ODD pour guider les politiques et les programmes afin d'accélérer le progrès vers les ODD. Le Système des Nations Unies compte continuer à appuyer ces efforts. Dans ce cadre, il est important de discuter des stratégies de financement

pour collecter les données manquantes, tout en priorisant les indicateurs sur la base de leur importance dans le contexte de développement du pays. De plus, il faudra aussi tenir compte des efforts et des ressources nécessaires à la production des nouvelles données et statistiques.

Finalisation du Cadre National de Financement Intégré (INFF) en appui à la relance socio-économique et accélération de la transformation de l'économie brune à l'économie verte combinées avec la lutte contre la pauvreté et sur cette base, appuyer le Gouvernement dans la mise en place d'un mécanisme de coordination des financements.

Accompagner le Gouvernement dans la production de la Revue Volontaire Nationale sur les ODD prévue pour 2022.

Renforcement de la configuration de l'Équipe-Pays ONU Gabon sur la base des engagements pris avec le Gouvernement par le biais du nouveau Plan-Cadre de Coopération (2023-2027).



Réunion de l'Équipe-Pays avec le Ministre des Affaires Etrangères du Gabon pour la revue des progrès dans le cadre des programmes conjoints des Nations Unies @RCO/2021



Réunion de la Première Ministre du Gabon et la Coordinatrice Résidente des Nations Unies avec les ministres de tutelle pour la préparation des travaux du Comité de Pilotage de la Coopération ONU-Gabon @RCO/2021



Réunion pre-COP26 avec les membres de la société civile dans le «Jardin de la FAO » pour préparer position commune @RCO/2021



Visite de la Coordinatrice Résidente des Nations Unies à l'Agence Gabonaise d'Études et d'Observations Spatiales @RCO/2021

**Sincères remerciements à Mélanie Moyer, Volontaire des Nations Unies,  
pour son travail d'édition et relecture de ce rapport.**







**NATIONS UNIES**  
**GABON**



MAISON DES NATIONS UNIES - PRÈS DU PONT DE GUÉ-GUÉ  
BP 2183 LIBREVILLE, GABON

[www.gabon.un.org/fr](http://www.gabon.un.org/fr)

 ONU Gabon

 @OnuGabon